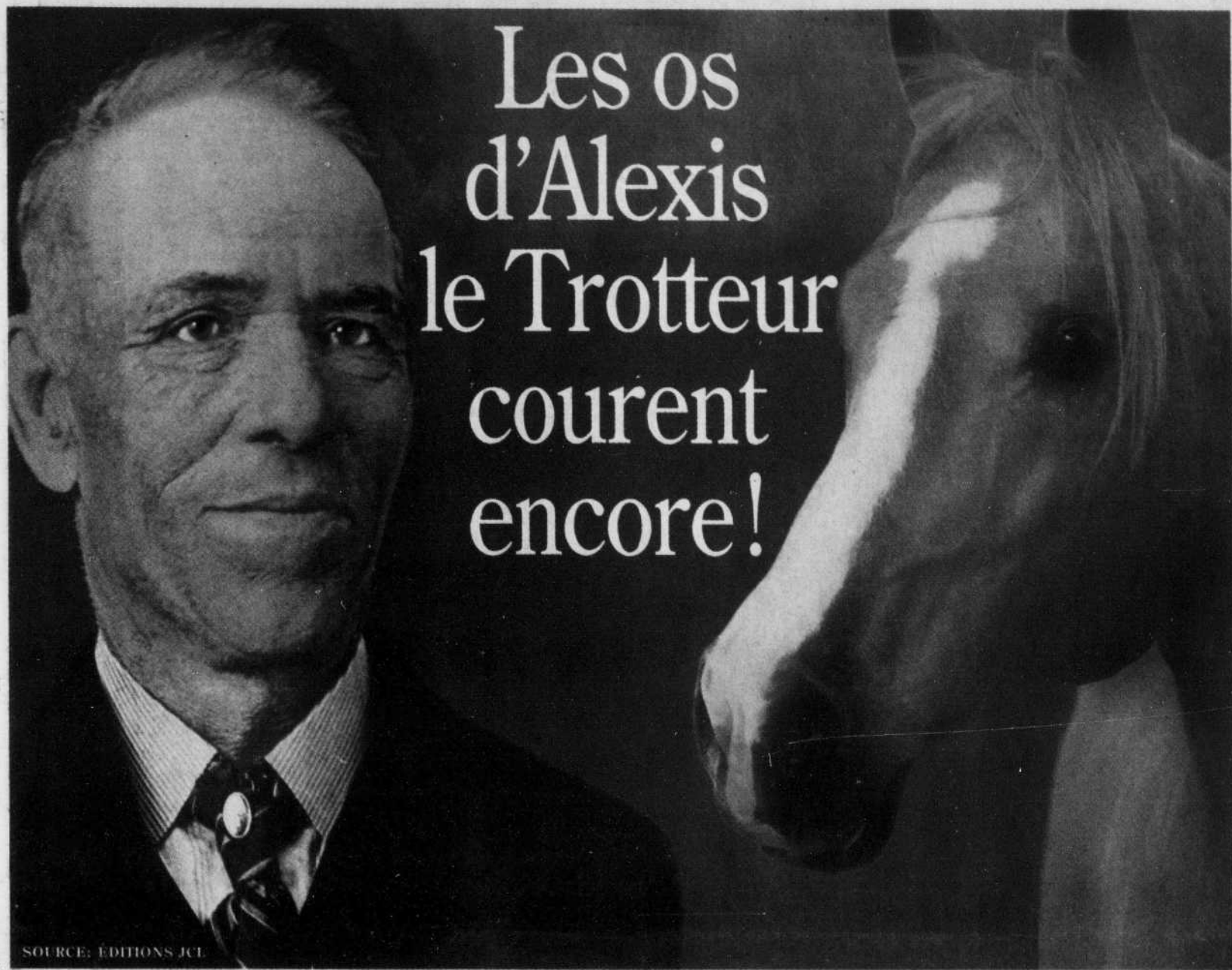


LE DEVOIR

Vol. XCVII N° 106

LES SAMEDI 13 ET DIMANCHE 14 MAI 2006

2,18\$ + TAXES = 2,50\$



Les os d'Alexis le Trotteur courent encore!

Comment se fait-il qu'on peut voir aujourd'hui le squelette de cette légende dans un musée alors que son corps a été inhumé dans une fosse commune en 1924?

JEAN-FRANÇOIS NADEAU

Après Maurice Richard, Aurore, le Survenant et bientôt Louis Cyr, c'est au tour du légendaire Alexis le Trotteur de faire l'objet d'un film. L'homme qui courait plus vite qu'un cheval et un train — dit-on — passionne Pierre Gill depuis l'époque où il suivait dans *Vidéopresse* les aventures en bande dessinée de ce légendaire personnage, qui vécut de 1860 à 1924. Gill termine une adaptation cinématographique de sa vie avec l'appui de Guy Gagnon, le patron québécois du géant Alliance Atlantis. Si tout va bien, ce *Forest Gump*

très québécois devrait être projeté en salle d'ici deux ans. Pierre Gill promet, entre autres choses, des scènes de course contre un train «à couper le souffle!»

Alexis le Trotteur? De son vrai nom Alexis Lapointe, il est le fils d'une famille nombreuse de cultivateurs. Il ne reçoit pratiquement aucune éducation, sinon celle offerte dans le cadre du petit catéchisme. Simple d'esprit, facile à bernier, il pratique trente-six métiers, un peu partout au Québec et même aux États-Unis.

Dans la région de Charlevoix, on le connaît surtout pour être un excellent fabricant de fours à pain. À lui seul, il en aurait construit au moins 200, en préparant l'argile nécessaire avec ses seuls pieds, une

technique peu usitée. Mais ce qui l'a surtout fait passer à la légende, ce sont ses prouesses physiques: l'homme aime courir de longues distances et fuit ainsi, le plus souvent, ce qui le chagrine ou lui déplaît.

Avec le temps, il s'assimile de plus en plus à un cheval. Il mâche de l'avoine, hennit, court devant les carrioles et même devant les trains à vapeur. En voilà déjà assez pour en faire une sorte de phénomène, pas très loin du personnage classique du fou du village. «Un imbécile heureux», résume Pierre Gill au sujet du héros de son prochain film.

Or, broyé par un wagon en 1924, le corps d'Alexis le Trotteur est enterré sans cérémonie particulière dans une fosse commune dont on a tôt fait d'oublier jusqu'à l'emplacement. Comment expliquer alors

VOIR PAGE A 12: ALEXIS

Bouchard ferme la porte à la politique

L'ancien premier ministre avoue avoir eu des «états d'âme» à propos d'un éventuel retour

ANTOINE ROBITAILLE

Québec — L'ancien premier ministre Lucien Bouchard n'a pas l'intention de revenir à la politique. C'est ce qu'il a précisé hier en marge d'un colloque intitulé «Les médias et la politique: d'où viennent les influences?» et pendant lequel il a reproché au *Devoir* de l'avoir «divré en pâture» à l'opinion publique.

Malgré tout, M. Bouchard s'est dit «touché» par notre sondage d'il y a une semaine, qui indiquait que pas moins de la moitié des Québécois souhaitait son retour. Certes, la «confiance relative que ça exprime de la part de [ses] concitoyens» l'a flatté, mais les raisons familiales (ses fils ont 14 et 16 ans) pour lesquelles il a quitté la politique il y a cinq ans existent toujours, a-t-il affirmé, et il a maintenant 67 ans. «Je ferme la porte... [mais] elle était fermée, la porte. Elle reste fermée. La porte ne s'est pas ouverte parce qu'il y a eu un sondage.» Tout au plus a-t-il reconnu avoir eu des «états d'âme» à propos desquels, en anglais, il a un peu épilogué: «Evidemment, je suis humain... Je me réveille la nuit en me demandant ce qui m'arrive, ce que je dois faire...»

Le sondage, bien que flatteur, lui a fait passer une dure semaine, a-t-il raconté. «Il y a un journal qui m'a exposé en pâture dans un sondage [...]. On se remet à parler de moi et j'en souffre, j'en souffre. Alors, c'est assez grave», a-t-il dit dans la salle de conférence, provoquant quelques rires sceptiques dans l'auditoire. Très jaloux de sa vie privée, M. Bouchard a dit avoir trouvé «terrifiant» de voir les chroniqueurs se mettre à échauffer des «hypothèses à propos de ses revenus personnels» d'avocat (chez Davies, Ward, Phillips & Vineberg) et de sa situation matrimoniale. «Avec tout ça, j'ai eu beaucoup de mal à me concentrer sur mon travail», a-t-il précisé, notamment en raison de la «pression», de «tous ces gens qui téléphonent».

Lucien Bouchard prétend s'imposer un devoir de réserve à l'égard de la vie politique. Il a d'ailleurs refusé hier de faire tout commentaire de cet ordre. Non seulement il a refusé de répondre aux questions

VOIR PAGE A 4: BOUCHARD



Lucien Bouchard

301 000 lecteurs pour Le Devoir

Jean-Robert Sansfaçon
Rédacteur en chef

Après plusieurs années d'efforts, *Le Devoir* récolte aujourd'hui les fruits de son acharnement à produire un journal de qualité dans un monde où l'information prend des formes de plus en plus variées. En effet, selon les dernières données colligées par trois organisations distinctes d'analyse dont la crédibilité est incontestable, le lectorat du *Devoir* connaît une croissance remarquable, tant au chapitre des exemplaires vendus qu'en ce qui a trait au nombre de lecteurs.

Ainsi, selon les résultats de l'enquête du Print Measurement Bureau (PMB), *Le Devoir* est lu chaque semaine par 301 000 personnes différentes (données de 2005) réparties à peu près également entre hommes et femmes. L'âge moyen du lectorat est de 45 ans. Ajoutons que ces données ne tiennent pas compte des milliers d'internautes qui fréquentent assidûment le site du *Devoir*.

Par ailleurs, une autre étude publiée cette semaine par l'Audit Bureau of Circulations (ABC), l'organisme spécialisé dans l'évaluation des ventes d'exemplaires des grands quotidiens de l'Amérique du Nord, nous apprend que la diffusion du *Devoir* a dépassé le chiffre des 45 000 exemplaires en moyenne le samedi pour le semestre clos le 31 mars dernier. Il faut remonter à

VOIR PAGE A 12: LECTEURS

INDEX

Actualités.....	A 4	Idées.....	B 5
Annonces.....	C 10	Monde.....	A 10
Avis publics.....	C 8	Mots croisés.....	C 8
Bourse.....	C 4	Météo.....	C 8
Carrières.....	C 6	Perspectives.....	B 1
Décès.....	C 10	Rencontres.....	D 2
Economie.....	C 1	Sports.....	C 11
Éditorial.....	B 4	Sudoku.....	C 8

«Boisclair doit donner l'exemple»

Le chef du PQ doit s'affirmer plus fortement en tant qu'homosexuel, estime la communauté gaie

ROBERT DUTRISAC

Québec — Les représentants de la communauté gaie ne se surprenent guère des réserves qu'entretient une partie de la population québécoise envers André Boisclair en raison de son homosexualité. Mais pour eux, le meilleur moyen pour le chef du Parti québécois de dissiper ces réserves, c'est de s'affirmer plus fortement en tant qu'homosexuel et de donner l'exemple.

«Il faut admettre qu'il y a encore, dans la société québécoise, une réticence par rapport à

l'homosexualité», estime Laurent McCutcheon, président de la Fondation Émergence et de Gai Écoute. La déclaration du président de l'Action démocratique du Québec, Yvon Picotte, qui a rappelé en fin de semaine dernière qu'André Boisclair n'a pas d'enfants, est «une illustration du phénomène», croit-il.

Mais pour contrer cette réticence, M. Boisclair devrait se montrer plus actif, se défendre des attaques qu'il subit et chercher des appuis auprès des sympathisants. «Je trouve qu'André Boisclair devient une

VOIR PAGE A 12: BOISCLAIR



PEDRO RUIZ LE DEVOIR

«Est-ce que je suis avant toute chose un Québécois? Oui. Est-ce que je suis fier de ma différence? Oui», affirme André Boisclair, évitant, comme c'est son habitude, de prononcer le mot «homosexualité».

BQ BIBLIOTHÈQUE QUÉBÉCOISE

Émile Nelligan

Œuvres complètes II

Poèmes et textes d'asile

256 poèmes et textes dont

47 inédits

584 pages • 16,95 \$

www.livres-bq.com

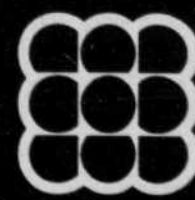


Attendre, c'est souffrant.

Au Québec, c'est le gouvernement qui décide pour vous combien de temps il est acceptable de souffrir.

Il s'imagine qu'en limitant les délais d'attente, il améliore la qualité des soins. C'est jeter de la poudre aux yeux. Donnez-nous des conditions de pratique équitables. Nos patients n'en peuvent plus de souffrir en attendant.

Gérer la souffrance, c'est de valeur pour tout le monde.



FÉDÉRATION
DES MÉDECINS
SPÉCIALISTES
DU QUÉBEC

Des gens de valeur

www.fmsq.org

POLITIQUE

Bijouterie
Gambard
630-A RUE CATHCART, CENTRE-VILLE
MONTREAL (514) 866-3876

ROLEX
Vente et service

La réingénierie de l'État est devenue bien modeste

Monique Jérôme-Forget rejette les principales recommandations d'un groupe de travail

La deuxième vague d'examen des organismes d'État a conduit à l'abolition de huit entités obscures. Ce dernier exercice de «réingénierie» a produit de bien modestes résultats, d'autant plus que le gouvernement Charest a rejeté les privatisations et les abolitions les plus significatives que vient de suggérer un groupe de travail. Monique Jérôme-Forget n'a pas sorti sa «tronçonneuse».

ROBERT DUTRISAC

Québec — La présidente du Conseil du trésor, Monique Jérôme-Forget, rejette les principales recommandations portant sur la privatisation ou l'abolition d'organismes d'État et émanant d'un groupe de travail présidé par l'ancien sous-ministre François Geoffron.

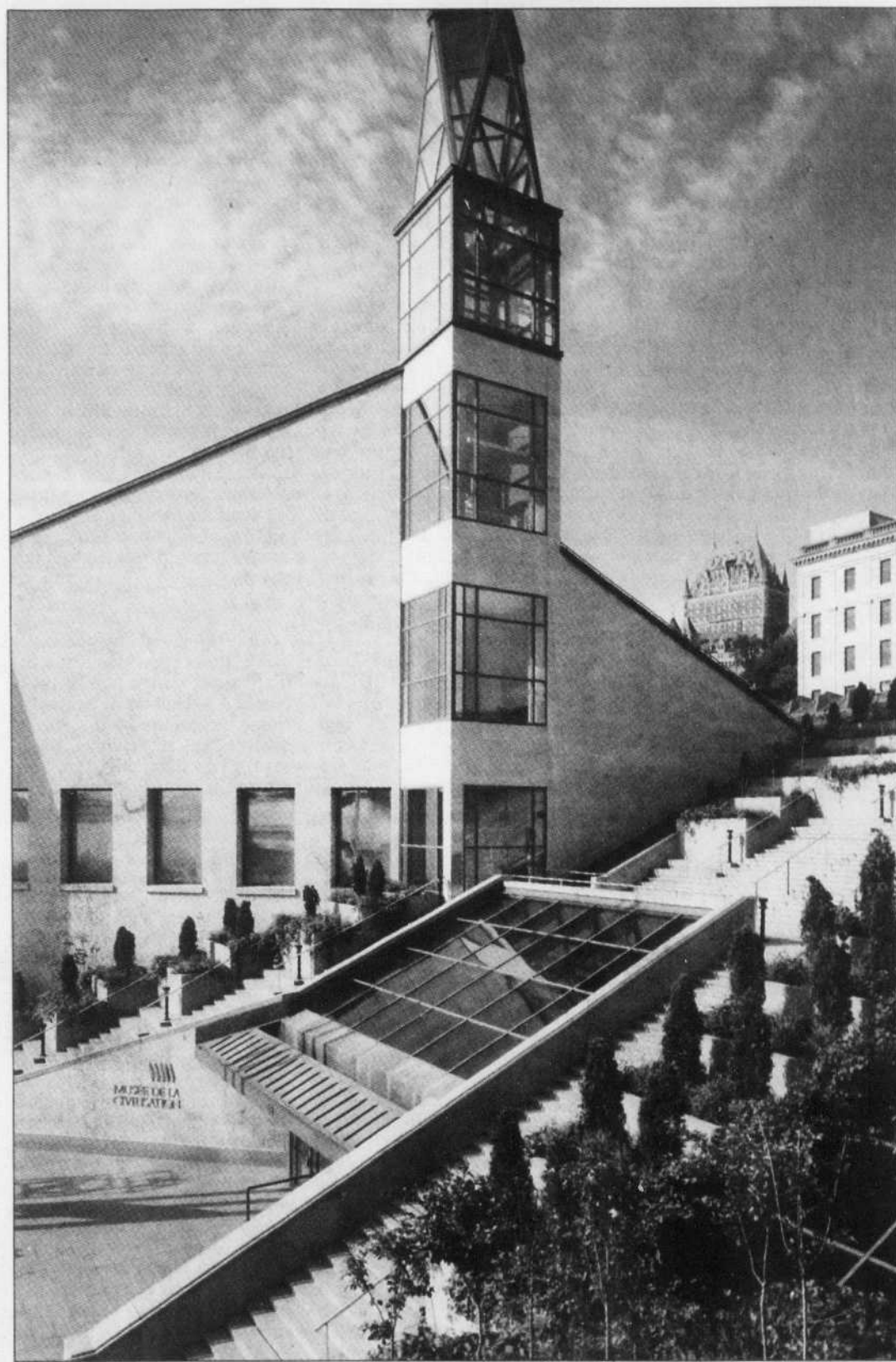
Au cours d'une conférence de presse hier, Mme Jérôme-Forget a dévoilé la deuxième vague d'examen des organismes d'État, qui vise 58 entités alors que la première vague, l'an dernier, avait porté sur 60 organismes. La présidente du Conseil du trésor a aussi fourni la réponse du gouvernement aux recommandations du groupe de travail.

Ainsi, le gouvernement n'a pas l'intention, pour l'heure, de privatiser, sous la forme d'organismes sans but lucratif, les trois grands musées d'État (le Musée d'art contemporain de Montréal, le Musée de la civilisation et le Musée national des beaux-arts du Québec), comme le recommande le rapport. Cette option n'est toutefois pas entièrement écartée. Ce sera à la direction des musées et à la ministre de la Culture et des Communications, Line Beauchamp, de trancher la question, a mentionné la ministre.

Le gouvernement n'a pas non plus l'intention de vendre l'auberge Fort-Prével et certains centres touristiques et campings gérés par la Société des établissements de plein air du Québec (SEPAQ) ni de céder au secteur privé l'exploitation du parc de la Chute-Montmorency, de la Station Duchesnay et du Gîte du Mont-Albert. La SEPAQ devra toutefois éviter toutes nouvelles activités touristiques.

Il n'est pas question, comme le recommande le groupe de travail, d'abolir la Commission de la Capitale nationale, le Centre de recherche industrielle du Québec (CRIQ), qui emploie 250 personnes, a rappelé Mme Jérôme-Forget, la Société d'habitation du Québec et le Conseil des services essentiels.

De même, l'exploitation des immeubles de la Société immobilière du Québec (SIQ) ne sera pas confiée au secteur privé, une pos-



PIERRE SOULARD - MUSÉE DE LA CIVILISATION DU QUÉBEC
Le Musée de la civilisation, tout comme le Musée d'art contemporain et le Musée des beaux-arts, ne sera pas privatisé. Pas dans l'immédiat en tout cas.

sibilité que le gouvernement a longuement analysée.

Dans les faits, en excluant notamment les organismes touchant les autochtones, il ne reste plus que 18 organismes à examiner pour clore ce grand exercice de «réingénierie» qui aboutit encore cette année à des résultats de faible portée. «Certains d'entre vous auraient probablement souhaité une tronçonneuse, une large tronçonneuse», a dit Mme Jérôme-Forget. «Ceux qui pensaient ça ne me connaissaient pas. J'ai fait ma

vie dans la fonction publique.» Il ne fallait donc pas s'attendre à une «démarche que je dirais cavalière», a-t-elle ajouté.

On est très loin de l'ambitieux «réingénierie» que faisait miroiter le premier ministre Jean Charest au début de son mandat. La présidente du Conseil du trésor a rappelé que la décision de ne pourvoir que la moitié des postes libérés par les employés de l'État qui prennent leur retraite avait tout de même permis à l'État de faire une économie annuelle de 500 millions.

Ce dernier exercice de «réingénierie» se solde par l'abolition de huit organismes obscurs dont les budgets réunis représentent cinq millions de dollars par année. Mais toute cette somme ne sera pas économisée puisque certaines activités et les employés de ces organismes seront intégrés à des ministères. Il s'agit de quelques millions tout au plus, selon le secrétaire du Conseil du trésor, Luc Meunier.

Le Devoir

Bourde diplomatique

Le gouvernement regrette, mais le mal est fait

C'est le bureau du premier ministre qui aurait demandé à rencontrer Abdou Diouf avant d'annuler le rendez-vous à la dernière minute

HÉLÈNE BUZZETTI

Ottawa — Après une journée complète à essayer de dégonfler l'affaire, la ministre responsable de la Francophonie, Josée Verner, a présenté des regrets — et non des excuses — au secrétaire général de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) pour l'accueil cavalier qu'on lui a réservé mercredi à l'aéroport de Toronto. Par contre, le bureau du premier ministre n'est toujours pas prêt à reconnaître que Stephen Harper a annulé à la dernière minute une rencontre prévue avec Abdou Diouf, ajoutant à la tension.

Diverses sources ont confié au *Devoir* que c'est à la demande du bureau du premier ministre que le secrétaire général de l'OIF a devancé son arrivée au Canada d'une journée, afin que les deux hommes puissent se rencontrer. «M. Diouf est une personne très occupée. Il ne serait pas arrivé une journée plus tôt pour le plaisir. S'il l'a fait, c'est parce qu'il avait une rencontre», a expliqué cette semaine une de ces sources. La rencontre aurait été annulée la veille du départ de M. Diouf de Paris. Elle était annoncée sur le site officiel de l'OIF, mais le bureau du premier ministre nie qu'une telle rencontre ait jamais été planifiée.

À l'aéroport de Toronto, une «équipe des services du protocole» aurait attendu M. Diouf mercredi, mais il y aurait eu un «malentendu», selon la version du ministre des Affaires étrangères fournie hier soir. Sur la colline, on raconte plutôt qu'un seul agent de niveau inférieur était sur les lieux et qu'il aurait été incapable de contrôler les services de sécurité. Ceux-ci ont alors soumis le diplomate de haut rang aux mêmes mesures de contrôle que les autres passagers.

M. Diouf aurait alors poursuivi sa route jusqu'à Winnipeg, annulant de facto la rencontre qu'il devait avoir le lendemain à 11h avec la gouverneure générale, Michaëlle Jean. Au bureau de Mme Jean, on confirme que c'est le ministère des Affaires étrangères qui a téléphoné pour annoncer cette annulation. D'autres sources à Ottawa, bien branchées sur la Francophonie, ont indiqué au *Devoir* que M. Diouf était «surieux» de ce traitement et qu'il refusait pour cette raison de parler à qui ce soit. Ce mécontentement aurait résonné dans les réseaux diplomatiques.

Le gouvernement conservateur était complètement désorganisé en ce qui concerne la gestion de cette crise. Jusqu'à tard en fin d'après-midi hier, le ministère des Affaires étrangères refusait de fournir tout détail sur les événements, renvoyant

les appels au bureau du ministre, Peter MacKay. Là, on refusait aussi d'en dire davantage, allant jusqu'à faire valoir que M. Diouf n'avait pas déposé de plainte officielle! Pendant tout ce temps, on semblait ignorer que, plus tôt dans la journée, la ministre responsable de la Francophonie avait exprimé ses regrets à Abdou Diouf, alors qu'elle partageait la même tribune que lui.

«Je voudrais exprimer en mon nom et en celui du gouvernement du Canada nos plus profonds regrets pour l'incident qui s'est produit lors de votre arrivée en terre canadienne», a déclaré Mme Verner, alors que M. Diouf recevait le prix du Citoyen du monde décerné par l'Université de Winnipeg.

«Cet incident malentendu ne reflète d'aucune façon l'affection et l'admiration que nous éprouvons pour vous.» Dans l'entourage de M. Diouf, on s'est contenté d'accepter les excuses et de dire que l'incident était clos.

L'opposition a fait ses choux gras de cette histoire à la Chambre des communes. La députée libérale Marlene Jennings s'est demandé s'il s'agissait d'un nouveau protocole, que de soumettre les invités de marque aux mesures de sécurité dans les aéroports. Elle a demandé si le premier ministre d'Australie, qui effectuera une visite officielle au Canada la semaine prochaine, «a été avisé qu'il devra subir une fouille corporelle à son arrivée». Ce à quoi le ministre des Affaires étrangères s'est empressé de répondre qu'il n'en serait rien. «Absolument pas, monsieur le président», a déclaré M. MacKay. Actuellement, la sécurité dans les transports est toujours très importante. On m'a informé que cet incident est survenu à l'aéroport de Toronto en raison d'un malentendu. C'est un incident regrettable.

Le service du protocole des Affaires étrangères n'a pas donné suite aux appels du *Devoir*, tandis que le bureau du ministre refuse de porter l'odieux des lacunes possibles du service. Le Bloc québécois demande qu'une enquête interne soit menée pour comprendre comment les services du protocole ont pu à ce point faillir à leur tâche.

Abdou Diouf, ancien président du Sénégal, participe à Winnipeg à une rencontre ministérielle de travail à laquelle assisteront aussi les ministres Josée Verner et Peter MacKay. La rencontre porte sur le rôle que peut jouer la Francophonie politique dans la prévention des conflits et la consolidation de la sécurité humaine.

Le Devoir

Chantal BUZAGLO
Gérard BUZAGLO

MATHÉMATIQUES
3000

Mathématiques au secondaire
1^{re} et 2^e année du 1^{er} cycle

Cahier d'exercices - 21,95 \$ chacun

Version anglaise en vente

GUERIN, éditeur libé
(514) 842-3481

En vente dans toutes les librairies
Les prix sont indiqués sous réserve de modifications.

DÉPÔT DU PLEIN AIR
8267, boul. Saint-Laurent
Jerry (514) 381-4399

RABAIS DE 10% SUR ACHAT DE 80\$ ET PLUS SUR PRÉSENTATION DE CETTE ANNONCE. 1 coupon par client

SUPER LIQUIDATION CAMPING
TENTES PLUS DE 30 MODÈLES EN EXPOSITION

2 pl. 7 lbs, Double toit plein, scellée, plancher nylon	74 ⁹⁹ \$
3 pl. 8 lbs, double toit plein, scellée, Aluminium	169 ⁹⁹ \$
5 pl. Énorme vestibule, scellée, 2 chambres	149 ⁹⁹ \$
8 pl. Double toit plein, scellée, 2 chambres, 2 vestibules	259 ⁹⁹ \$

SAC À DOS
Plus de 50 modèles

Asolo Irrigator	39 ⁹⁹ \$
Infinity, 30L	29 ⁹⁹ \$
Outbound, 60L	99 ⁹⁹ \$
Lowe Alpine, 70L	179 ⁹⁹ \$

KAYAKS
9 différents modèles
9 différentes couleurs

13' 5"	689 ⁹⁹ \$
15' 5"	929 ⁹⁹ \$

CANOT
15' 5" 599⁹⁹\$

SAC À COUCHAGE
Plus de 30 modèles

5°C rectangulaire, 3 lbs	19 ⁹⁹ \$
-5°C flexible, 5 lbs	29 ⁹⁹ \$
0°C Ultra compact, 2 lbs	39 ⁹⁹ \$
-15°C momie, 4 lbs	49 ⁹⁹ \$

MATELAS AUTOGENFLANTS

20" X 72" X 1"	29 ⁹⁹ \$
26" X 74" X 2"	39 ⁹⁹ \$

EP
Spring 2006

Aussi disponible
Gelco
Icelandic
Jillian Tracy
Linda Lundstrom

ALAIN GIROUX
HÔTEL REINE ELIZABETH
900, René-Lévesque Ouest
Montréal (514) 861-8138

FORUM PUBLIC

Les changements climatiques, l'arctique et le subarctique: Que nous réserve le futur? Comment transmettre efficacement au public l'information concernant ces changements?

Association francophone pour le savoir

McGill
OGdM - MEO
www.ogdm-meo.uqam.ca

Mercredi 17 mai 2006
17h30 à 19h30
Amphithéâtre du pavillon
Frank Dawson Adams
Université McGill
3450 rue Université

Une discussion suivra les présentations. Entrée gratuite à tous. Bienvenue à tous et toutes!

Pour de plus amples renseignements, veuillez consulter l'annonce dans le cahier spécial 74^e Congrès de l'Actas

• LES ACTUALITÉS •

Meurtre de deux gardiens de prison

Maurice Boucher restera derrière les barreaux

La Cour d'appel maintient le verdict de culpabilité

L'ex-chef de guerre des Hells Angels, Maurice Boucher, vient de subir un nouveau revers. La Cour d'appel a réduit à néant ses espoirs de liberté dans un jugement sans concession.

BRIAN MYLES

La Cour d'appel a verrouillé à double tour la cellule de Maurice Boucher en confirmant le verdict de culpabilité prononcé contre l'ex-chef des Nomads pour le meurtre de deux gardiens de prison.

Âgé de 52 ans, M. Boucher devrait passer le reste de ses jours en prison. Son dernier espoir réside dans un improbable renversement du jugement rendu jeudi par la Cour d'appel en Cour suprême. Encore faudrait-il que le plus haut tribunal du pays accepte d'entendre la cause du motard déchu. Et rien n'est moins sûr.

Dans une décision unanime, les trois juges de la Cour d'appel Marc Beauregard, Allan R. Hilton et François Doyon ont écarté les motifs d'appel présentés par Jacques Larochelle. L'avocat de Boucher est recalé sur toute la ligne: le tribunal ne retient aucun de ses 21 points d'appel.

Cela revient à dire que le juge Pierre Béliveau, de la Cour supérieure, a présidé d'une main de maître le deuxième procès devant jury de M. Boucher.

Le chef de guerre

Dépeint par les policiers com-



ARCHIVES LE DEVOIR
Maurice Boucher

me le chef de guerre des Hells Angels, Maurice Boucher est le responsable des meurtres des gardiens de prison Diane Lavigne et Pierre Rondeau et de la tentative de meurtre sur leur collègue Robert Coriveau, en 1997.

Le fondateur des Nomads avait ordonné ces assassinats pour déstabiliser l'appareil judiciaire et s'assurer de la fidélité absolue de leurs auteurs. Dans son esprit, les tueurs ne pourraient jamais retourner leur veste et témoigner contre lui ou les autres membres du gang en raison de la gravité de leurs crimes.

Boucher avait tout faux. Dans la soirée du 5 décembre 1997, les policiers appréhendaient Stéphane Gagné. Pendant que les Hells se préparaient à fêter leur 20^e anniversaire à Sorel, Stéphane Gagné passait aux aveux. C'est lui

qui avait tué les gardiens Lavigne et Rondeau, sur ordre de Maurice Boucher.

Le témoignage de Stéphane Gagné constituait la pièce maîtresse de la preuve retenue contre Maurice Boucher. Lors du premier procès, le chef des Nomads a bénéficié d'un verdict d'acquiescement en raison des directives erronées données au jury par le juge Jean-Guy Boilard.

Lors du deuxième procès, s'est ajouté au récit de Stéphane Gagné celui d'un deuxième délateur, Serge Boutin. De nouvelles preuves ont été introduites pour démontrer que Stéphane Gagné et ses présumés complices, André Tousignant et Paul Fontaine, avaient pris du galon au sein des Hells après le double assassinat. Tousignant est mort d'une balle dans la tête après l'arrestation de Maurice Boucher, tandis que Fontaine a pris la fuite avant d'être rattrapé, après une cavale de six ans. Il devra subir à l'automne son procès pour le meurtre de Pierre Rondeau et la tentative de meurtre sur Robert Coriveau.

Quant à Maurice Boucher, les autorités carcérales seraient sur les dents maintenant que sa culpabilité est confirmée. Elles craindraient une tentative d'évasion de sa part.

Encore Gagné

La crédibilité de Stéphane Gagné était au cœur des 21 motifs d'appel présentés par M^r Larochelle. En dépit de 31 contradictions, omissions ou invraisemblances dans le récit du délateur, le jury l'a estimé assez crédible pour conclure à la culpabilité de

Maurice Boucher en 2002.

M^r Larochelle aurait souhaité une mise en garde beaucoup plus sévère du juge Béliveau, à l'intention du jury, sur les risques de croire ce criminel de carrière. Le réputé criminaliste reprochait aussi au juge d'avoir:

- admis en preuve des écoutes électroniques de Boucher obtenues sous de faux prétextes;
- mis en place des mesures de sécurité excessives au palais de justice pour prévenir l'intimidation, des témoins et des jurés;
- tenu une audience à huis clos avant de conclure à la nécessité de cacher des clauses des contrats de délation de Stéphane Gagné et Serge Boutin;
- imposé des limites déraisonnables aux contre-interrogatoires de certains témoins lors de la présentation de requêtes.

M^r Larochelle s'en prenait même au jury, à qui il reprochait d'avoir rendu un «verdict déraisonnable» en raison de l'incohérence, et de l'invraisemblance du témoignage de Stéphane Gagné.

À cet égard, la Cour d'appel se montre on ne peut plus cinglante. «[...] si le jury allait croire que meurtres et la tentative de meurtre étaient l'affaire de l'organisation criminelle en cause, il pouvait raisonnablement conclure que l'appelant [Maurice Boucher] n'avait pas seulement joué un rôle passif, mais qu'il avait donné l'ordre de commettre les crimes dont il fut accusé.»

En quelque sorte, Maurice Boucher a payé du prix de sa liberté sa personnalité flamboyante, et sa soif de pouvoir.

Le Devoir

SUITE DE LA PAGE 1

sur «la crise du leadership politique au Québec» ou à propos d'une participation à une éventuelle campagne référendaire, mais il a systématiquement refusé de dire s'il est encore souverainiste. «Je ne veux pas entrer là-dedans», a-t-il répété à plusieurs reprises. L'automne dernier, après la publication du Manifeste pour un Québec lucide, il avait reconnu, du bout des lèvres, qu'il était «toujours souverainiste» lors d'un entretien à Radio-Canada. Hier toutefois, rien.

Son devoir de réserve impose ce silence, a-t-il expliqué, et il tente de le respecter d'abord «pour les citoyens» qui «apprécient qu'un ancien premier ministre ne vienne pas jouer à la belle-mère pour nuire à ceux» qu'ils ont élus.

À l'égard de ces derniers — chefs de gouvernement comme chefs de parti —, il dit éprouver de «l'empathie». Leur tâche n'a rien de facile: ils en «ont plein les bras avec une situation qui est difficile. Le Québec, c'est difficile à gérer. C'est un défi extrêmement dur à relever». Renouant avec les thèmes du manifeste des «lucides», il a souligné qu'il n'est «pas facile de traiter de la situation actuelle, d'ouvrir des chemins pour l'avenir, avec toutes les contraintes que nous avons, avec ce que nous traînons de fardeau de dette, [de fardeau] fiscal trop lourd et ainsi de suite». Aussi, il précise ne vouloir «nuire» à personne. «Au contraire, je veux aider si c'est possible à l'avancement de la société québécoise. Sauf que je ne peux pas le faire comme un acteur direct», a-t-il dit, précisant

qu'il parlait à «tout le monde».

C'est avec hésitation qu'il est intervenu publiquement, l'automne dernier, avec le groupe des «lucides»: il craignait justement que cela n'alimente «des rumeurs ou des attributions d'ambitions refoulées». Depuis, les rumeurs ont d'ailleurs repris, et les appels à d'autres actions, à la publication d'autres textes, ont été nombreux. M. Bouchard, qui trouve impossible de répondre à toutes ces invitations, a cependant affirmé que le manifeste des «lucides» pourrait avoir une suite: «Oui, on va sûrement encore faire des choses, mais je vais m'assurer en tout cas que ça ne va pas provoquer d'autres rumeurs de retour en politique.»

«C'est qui, ce gars-là?»

En septembre 1995, en pleine campagne référendaire, M. Bouchard, alors à la tête du Bloc québécois, avait fustigé l'ancien chef péquiste Pierre Marc Johnson

parce que ce dernier s'imposait une réserve. «Ce n'est pas normal et c'est surprenant, surprenant [de la part] du successeur de René Lévesque», avait-il dit alors.

Comprend-il mieux maintenant l'attitude de M. Johnson à l'époque, lui qui tient tant à sa réserve aujourd'hui? «Il faudrait lui demander pourquoi. Moi, j'ai mes raisons et mes raisons me suffisent», a répondu M. Bouchard, qui, du reste, a soutenu ne pas se souvenir précisément de son indignation de septembre 1995. «Elle a dû prendre place à travers beaucoup d'indignations», s'est-il amusé, semblant vouloir prendre une distance avec son personnage de l'époque. D'ailleurs, en octobre dernier, après avoir visionné le documentaire Point de rupture sur le référendum de 1995, il avait, en parlant de lui-même, déclaré à La Presse: «Je regardais ce gars-là qui parlait. J'en avais oublié la moitié.»

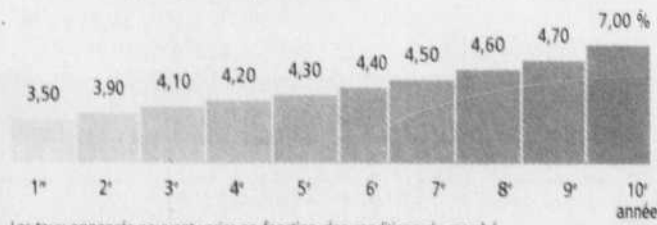
Le Devoir

SOYEZ AUDACIEUX:
INVESTISSEZ SANS RISQUE

ÉPARGNE PLACEMENTS QUÉBEC

OBLIGATIONS À TAUX PROGRESSIF

- Capital garanti à 100 % par le gouvernement du Québec.
- Remboursables sans pénalité, chaque année, à leur date anniversaire.
- Achat à partir de 100 \$.
- Taux avantageux garantis pour 10 ans.



Téléphonez-nous du lundi au vendredi, de 8 h à 20 h, et les samedis de mai, de 10 h à 16 h. Passez nous voir au 2000, av. McGill College, du lundi au vendredi, de 8 h à 17 h.

www.epq.gouv.qc.ca

1 800 463-5229

Épargne
Placements
Québec

ÉCOLES SANS STRESS Lundi 15 mai 2006

Dîner-conférence à midi (gratuit pour éducateurs)
Conférence gratuite à 19h30
Hôtel Holiday Inn - Montréal (centre-ville) 420 Sherbrooke ouest



Pour plus d'informations et pour s'inscrire:
www.ecolesansstress.org ou 514-488-5971
AMÉLIORER LES RÉSULTATS SCOLAIRES
ÉVITER ET TRAITER LE STRESS, L'ANXIÉTÉ ET LA DÉPRESSION
ET LES DIFFICULTÉS D'APPRENTISSAGE
30 ans de recherche et d'expérience du programme de
Méditation Transcendantale dans les classes.
Pour éducateurs, parents, psychologues scolaires et fondations
préoccupés par le stress dans les écoles du Grand Montréal.
Présenté par le Comité pour des Écoles sans Stress

apriori più

Vous trouverez des griffes
Allemandes, Canadiennes
et Québécoises.

La boutique qui possède
la renommée de la beauté
et du service personnalisé.

Importations Les Élysées

2704, boulevard de la
Concorde Est, Laval
(450) 662-1168

Pour la fête des mères,
pensez à nos soldes
de printemps
et venez nous voir!

Les heures d'ouverture sont:
lundi - mardi - mercredi 10h à 17h
jeudi - vendredi 10h à 18h
samedi 10h à 16h
dimanche fermé

Chambre en tête

Baronet en fête



Collection MODREA
par BARONET

50%
sur lit

à l'achat de 4 mcx et plus
collections Baronet

Fontaine
Meubles Décor

9780, Sherbrooke Est, Montréal
514 352-3913

www.meublesfontaine.com

du samedi 6 mai
au lundi 29 mai

• LES ACTUALITÉS •

Université Laval

Les étudiants ne veulent pas de Sobeys sur leur campus

FABIEN DEGLISE

Les regroupements d'étudiants de l'Université Laval n'en démordent pas: la construction d'un supermarché-école, en partenariat avec Sobeys, sur lequel planche actuellement la faculté des sciences de l'agriculture et de l'alimentation (FSAA), ne mérite pas de voir le jour. Et dès lundi, ils ont l'intention d'interpeller les administrateurs de l'université pour les inciter à mettre ce projet au rancart.

«On considère que ce projet est nuisible pour l'image de l'Université Laval», a expliqué Nicolas Fontaine, président de la Confédération des associations d'étudiants et étudiantes de l'Université Laval (CADEUL). Dans l'état actuel des choses, nous croyons que l'indépendance des chercheurs n'est pas garantie, et le manque de transparence autour de ce projet ne permet pas de croire le contraire.

En partenariat avec le distributeur alimentaire Sobeys, la FSAA envisage en effet la création d'un centre de formation et de recherche en alimentation associé à un supermarché-école de 5000 m² construit sur le campus. Sous l'enseigne IGA, ce commerce devrait permettre aux étudiants d'analyser in situ le comportement des consommateurs, mais aussi d'explorer les techniques de mise en marché des produits alimentaires. Une première au Canada.

En contrepartie, Sobeys s'engage à verser deux millions de dollars pour la création d'une chaire d'étude en commerce de détail. Cette chaire sera également financée par un pourcentage des profits du magasin-école après impact fiscal, peut-on lire dans un document de présentation de ce partenariat.

«Il y a un potentiel fou, a dit plus tôt cette semaine en entrevue au Devoir Michel Pigeon, recteur de l'Université Laval. La nutrition, c'est l'élément de base de la santé humaine. Le fait qu'on étudie comment les consommateurs viennent s'approprier la nourriture dans un magasin, c'est très universitaire!»

Un concept contesté

Ce partenariat entre l'Université Laval et Sobeys ne fait toutefois

pas l'unanimité. Plusieurs étudiants et professeurs se sont en effet élevés au cours des dernières semaines contre cette «autre» intrusion du privé dans la sphère universitaire. Intrusion induite par le sous-financement de la recherche et qui «menace la liberté des chercheurs», estime Simon Leclerc, de l'Association des étudiants de Laval inscrits aux études supérieures (AELIES).

Pour faire taire les critiques, la direction de l'établissement a décidé hier de jouer la carte de la transparence en présentant aux médias les détails de ce «concept novateur», selon elle. «Il faut mettre les choses au clair, a expliqué au Devoir Jean-Paul Laforest, doyen de la FSAA, pour ne pas répéter les erreurs du passé.» Cette association Sobeys-Université Laval a été rendue publique grâce à une fuite, un document confidentiel ayant été envoyé dans plusieurs salles de rédaction de journaux. «Avec ce projet, nous sommes en présence de quelque chose qui n'existe pas en matière de collaboration avec le privé, poursuit-il. Pour plusieurs, cela peut être perçu comme un irritant. Et il convient de bien informer les gens, mais aussi d'avancer prudemment pour répondre aux questions qu'ils se posent.»

M. Laforest rappelle d'ailleurs qu'à l'instar des autres chaires de recherche déjà financées par le secteur privé, celle de Sobeys devrait respecter les mêmes règles de gestion afin de garantir la liberté universitaire des chercheurs qui en feront partie. Quant au supermarché-école, il sera «construit aux frais du partenaire, qui va payer un bail, dit-il. On ne cède pas de terrain au privé. Il faut le rappeler.»

Mercredi prochain, le conseil d'administration de l'Université Laval doit se prononcer sur la création de ce centre de formation jumelé à un supermarché-école. Une fois le feu vert donné, la FSAA espère conclure l'entente avec Sobeys afin d'accueillir les premiers clients-cobayes dans son supermarché dès l'automne 2007.

Le Devoir

Avec la collaboration de Marie-Andrée Chouinard

Négociations entre l'État et les médecins

Les spécialistes rejettent l'offre de Québec

La Fédération des médecins spécialistes du Québec a rejeté à l'unanimité l'offre du gouvernement libéral, pressant plutôt Québec de refaire ses devoirs pour y inclure les sommes nécessaires afin d'obtenir un certain rattrapage dans la rémunération par rapport aux médecins spécialistes des autres provinces. «Nous nous sommes sentis trahis et méprisés», a d'ailleurs lancé son président, le Dr Yves Dugré, pour qualifier les propositions de la partie patronale.

ALEXANDRE SHIELDS

Après avoir échoué dans sa tentative de signer une entente avec les médecins omnipraticiens, Québec devra désormais composer avec le mécontentement de la Fédération des médecins spécialistes du Québec (FMSQ), laquelle a rejeté à l'unanimité l'offre du gouvernement libéral. Selon le président de la Fédération, le Dr Yves Dugré, celle-ci constitue carrément un «dénî d'une entente signée».

Selon la FMSQ, les libéraux ont décidé de «renier» l'entente conclue en février 2003 avec le gouvernement péquiste de l'époque, soit la «lettre d'entente n° 146», dans laquelle le gouvernement s'engageait à combler l'écart qui persiste dans la rémunération entre les médecins spécialistes québécois et la moyenne des spécialistes des autres provinces. L'ampleur de cet écart ne faisait toutefois pas l'unanimité. Le gouvernement avait accepté d'accorder un rattrapage de 10 %, alors que la Fédération continuait de soutenir que celui-ci devait plutôt dépasser les 40 %.

Les libéraux s'étaient engagés à respecter cette lettre d'entente et prévoient encore, en décembre dernier, un rattrapage de 5 %. Bref, un pas dans la bonne direction. Mais depuis, ils ont imposé un cadre financier strict aux employés de l'État et la FMSQ estime que le gouvernement tente de lui faire avaler la même pilule. En

effet, pour l'instant, Québec ne déroge pas de ce qui a été offert aux employés de la fonction publique, soit une hausse de 8 % d'ici 2010.

La portion prévue pour le rattrapage salarial a aussi été retirée du document, ce que la Fédération dénonce vertement. Elle considère justement ce geste comme une assimilation aux négociations dans la fonction publique. «Le gouvernement trompe la population en disant que les négociations avec la Fédération des médecins spécialistes se font dans un cadre de renouvellement [de convention collective], selon le Dr Dugré. Pourtant, nous avons une entente signée disant que le gouvernement s'engage à combler l'écart de rémunération reconnu par les parties. L'offre que nous avons actuellement est une offre de renouvellement et il y a «zéro dollar» pour le rattrapage salarial.» Le revenu annuel moyen avant charges d'un spécialiste québécois est de 232 000 \$, soit environ 100 000 \$ de moins que la moyenne canadienne.

La proposition gouvernementale

En clair, l'offre gouvernementale contient la mise en place d'augmentations tarifaires totales de 8 % sur six ans et l'octroi d'une enveloppe spécifique de 169 millions de dollars répartis dans diverses mesures ciblées, dont les dossiers de gestion de fin de carrière et le



ARCHIVES LE DEVOIR

congé parental ne font même pas partie. «Cette proposition répond au cadre financier du gouvernement et répond à la capacité de payer des contribuables», a d'ailleurs expliqué hier le porte-parole du ministère de la Santé et des Services sociaux, Isabelle Merizzi. Selon elle, la rémunération dans le secteur de la santé représente déjà «une énorme dépense» pour l'État. Il y a deux semaines, le ministre de la Santé, Philippe Couillard, a lancé un avertissement similaire. Mais si les médecins spécialistes sont prêts à discuter de l'offre actuellement sur la table, ils exigent toutefois le respect du protocole d'accord signé en 2003 comme point de départ à toute autre négociation.

La Fédération des médecins spécialistes, qui regroupe près de 8000 membres au Québec, répartis dans 35 spécialités, entend d'ailleurs accentuer la pression dans les prochaines semaines. Elle convoque ses membres à un grand rassemblement le 30 mai 2006 au Stade olympique «pour les informer des détails de l'offre gouvernementale et leur présenter le plan d'action». Son président a

d'ailleurs tenu à préciser que les patients ne seraient pas pénalisés par ce rassemblement. À l'Association québécoise d'établissements de santé et de services sociaux, si on avoue ne pas pouvoir se prononcer pour l'instant, on souligne toutefois que la FMSQ a toujours agi de façon à ne pas perturber les «opérations d'urgence».

Aucun moyen de pression n'est encore à l'ordre du jour pour les médecins spécialistes. «Nous croyons encore à la négociation», a soutenu le Dr Dugré. Celui-ci n'a cependant pas écarté la possibilité d'y recourir, et même d'engager des démarches juridiques pour faire progresser ce dossier. «Ce sera à nos membres de décider», a-t-il fait savoir. Entre-temps, la FMSQ entend poursuivre sa campagne de visibilité dans les journaux entamée depuis quelques semaines.

La présidente du Conseil du trésor, Monique Jérôme-Forget, a déjà averti la Fédération que «la pire chose qui pourrait arriver, ce serait que les malades paient la note». Elle s'est cependant dite optimiste d'en arriver à une entente négociée. Mme Merizzi a aussi affirmé que «la population ne tolérerait pas une diminution de services, pas plus que le gouvernement».

Le Devoir

Recherchons tableaux canadiens

Paul-Emile Borduas
Paterson Ewen
Marcelle Ferron
Pierre Gauvreau
Lise Gervais
Rita Letendre
Jean McEwen
Marcelle Maltais
Guido Molinari
J-P. Mousseau

Achat à Montréal du 19 au 21 mai
Appelez maintenant pour un rendez-vous.

Lynda Marie Shearer Canadian Art Group Téléphone : 1.416.774.8575
55 Avenue Rd. bureau 2975 www.canadianartgroup.com
Toronto M5R 3L2 canadiantart@bellnet.ca

CÉGEP MARIE-VICTORIN

Expérience africaine
Vous avez le goût de vous engager dans une communauté africaine selon vos intérêts et vos champs d'expérience?

Le Centre Éducationnel Inter-Âge et le Bureau de développement international du Cégep Marie-Victorin

vous offrent l'opportunité de vivre une expérience unique!

Un séjour de 6 à 8 semaines au Bénin ou au Burkina Faso, de la mi-octobre à la mi-décembre 2006

Projet de bénévolat offert aux personnes de 50 ans et plus avec hébergement dans une famille d'accueil

RENSEIGNEMENTS : M^{me} Jocelyne Dionne (514) 278-3535, poste 232 ou sans frais : 1-800-700-0623

Par un collectif d'auteurs
Sous la direction de
Marcel D'AMBOISE
Collection LE PIVOT
Français langue d'enseignement
Formation générale des adultes

Présecondaire à 5^e secondaire
16,25 \$ chacun

LIDEC inc.
(514) 843-5991

En vente dans toutes les librairies
Les prix sont indiqués, sous réserve de modifications.

Félicitations aux lauréats des Prix Reconnaissance UQAM 2006

L'UQAM célèbre la réussite de sept diplômés qui contribuent de façon exemplaire à l'avancement de la société.

École des sciences de la gestion



Natalie Larivière
B.A. 87, M.B.A. 90
Présidente et chef de la direction
Groupe Archambault inc.

Faculté des arts



Michel de Broin
M.A. arts plastiques 97
Artiste plasticien

Faculté de communication



Léa Pool
B.A. communication 78
Cinéaste

Faculté de science politique et de droit



Denis Mondor
LL.B. 83
Avocat
Mondor, Rougeau, Lambert et Le Borgne avocats

Faculté des sciences



Daniel Boismenu
B.Sc. chimie 79,
M.Sc. chimie 82
Responsable, Unité de recherche en spectrométrie de masse et protéomique
Centre d'Innovation Génome Québec et Université McGill

Faculté des sciences de l'éducation



Johanne Patry
B.Éd. enseignement professionnel 91,
M.A. éducation 98, Ph.D. éducation 02
Conseillère pédagogique, Science et technologie
Commission scolaire Marguerite-Bourgeoys

Faculté des sciences humaines



Sylvie Dufresne
B.A. histoire de l'art 75,
M.A. histoire 80
Directrice, Expositions et recherche
Pointe-à-Callière, musée d'archéologie et d'histoire de Montréal



UQAM
Prenez position

• LES ACTUALITÉS •

Kaboul-Québec



Gil Courtemanche

Dans un texte qu'ils consacraient à l'hypothétique tandem Bouchard-Dumont, Marc Lavolette et Pierre Dubuc concluaient, pour évoquer une certaine persistance historique de la différence québécoise, en rappelant que 70 % des Québécois s'opposent à la présence canadienne en Afghanistan; ils soulignaient aussi que c'était sensiblement la même proportion que celle qui avait rejeté la conscription lors des deux guerres mondiales.

Je veux bien que, dans les trois cas cités, les Québécois aient exprimé des points de vue différents, mais je n'y vois aucune raison pour en ressentir un quelconque sentiment de fierté historique. Il faut se méfier des amalgames historiques. Je veux bien que la guerre de 1914 ait été perçue comme la guerre de la Grande-Bretagne, encore que la réalité fut plus complexe. Quant au refus de la conscription pour contribuer à freiner l'avancée nazie en Europe, il fut autant le fait du rejet de la duplicité des libéraux québécois que celui de la présence d'un fort courant de droite, ainsi que celui d'un isolationnisme et d'un rejet du Vieux Continent, dont on peut certes tirer des leçons mais pas nécessairement une fierté identitaire.

Je suis encore plus perplexe quand je constate le rejet de la présence canadienne en Afghanistan. Une partie de l'explication réside peut-être dans le fait qu'il s'est produit un amalgame anti-américain entre le renversement des talibans, la chasse à Ben Laden et l'invasion de l'Irak. Certes, les deux opérations ont été lancées et menées par les Américains, mais elles sont radicalement différentes. L'invasion de l'Irak fut l'expression la plus brutale de la politique impériale américaine. Elle était fondée sur des mensonges honteux et ne visait à contrer aucune menace à l'ensemble de la communauté internationale, sinon à assurer le rôle déterminant de Washington dans la région. C'était une guerre américaine. Ce ne fut pas le cas en Afghanistan, puisque des pays fortement opposés à l'invasion de l'Irak, comme le Canada et la France, y jouent un rôle déterminant. S'il existait une menace terroriste internationale, elle venait bien de Kaboul, qui abritait Ben Laden, et non pas de Bagdad. Dans la foulée de cette traque, la communauté internationale a renversé un des régimes les plus barbares et les plus sanguinaires que la planète ait connus. La musique est réapparue dans les rues de Kaboul, un semblant de démocratie a pointé le bout du nez, les jeunes filles dans les villes sont retournées à l'école. Et que faisons-nous aujourd'hui au prix de plusieurs vies perdues dans la région de Kandahar? Nous tentons de protéger ces minces acquis et de créer les conditions nécessaires à l'établissement d'une société de droit. Nous maintenons un minimum de

sécurité pour une population civile démunie et nous tentons de faire du «nation building». Tout cela cadre parfaitement avec la mission historique tracée par Lester B. Pearson lors de la création des Casques bleus, dans la foulée de l'invasion du canal de Suez par les Français et les Anglais, une tradition à laquelle les Québécois qui proclament leur ouverture sur le monde devraient être fiers de participer.

On pose souvent le problème de l'intervention humanitaire ou armée sous l'angle de la solidarité ou de la générosité. Ce sont les réflexes qui s'expriment périodiquement à l'occasion de graves catastrophes naturelles, comme le tsunami ou la famine en Éthiopie. Mais lorsque l'intervention nécessite une action armée, qu'il y a risque de perdre des vies et surtout risque d'une implication à long terme qui sera coûteuse, alors générosité et solidarité disparaissent. La première question que se pose la population est quel est l'intérêt pour le Canada de s'embarquer dans une telle galère?

Chez nos voisins, la réponse vient facilement. Les Américains ont des intérêts concrets à protéger dans tous les coins de la planète, intérêts économiques et géopolitiques. Ce n'est pas notre cas. Notre sécurité et notre prospérité économique ne paraissent jamais, à première vue, menacées par tous ces conflits africains ou asiatiques. Pourtant, elles le sont. L'incertitude provoquée par la guerre civile en Irak, le programme nucléaire iranien et l'arrivée au pouvoir du Hamas ont alimenté la spéculation et augmenté de 25 % depuis un an la facture pétrolière de tous les citoyens québécois. Quand nous pensons à notre contribution à la paix mondiale, à la création d'espaces démocratiques et au développement économique, nous devrions être guidés par un égoïsme de bon aloi. Chaque fois qu'un coin de la planète s'améliore, nous touchons des dividendes à long terme.

L'Union européenne fait face à une grave crise d'immigration clandestine. On a beau multiplier les patrouilles, serrer la vis aux frontières, durcir les lois, rien n'y fait. Les illégaux viennent du Mali, du Burkina Faso, du Niger. Ils fuient une misère en partie créée chez nous par notre refus d'ouvrir nos marchés au coton africain. Dans les «piqueries» de Montréal, l'héroïne ne manque pas et se vend à des prix remarquablement bas. C'est de l'héroïne brune de l'Afghanistan; 80 % de l'héroïne qu'on trouve à Montréal provient de ce pays.

La présence canadienne en Afghanistan, malgré le lourd prix qu'on paye déjà, ne doit pas être vue comme une contribution altruiste et gratuite: elle est un investissement à long terme dans le mieux-être de notre monde. Ce raisonnement, les Québécois l'ont fort bien compris à propos de l'environnement et du protocole de Kyoto, qu'ils appuient beaucoup plus majoritairement que le reste du Canada. On a compris que le réchauffement climatique est un enjeu mondial dont nous sommes tous partie prenante. La paix mondiale, c'est notre environnement moral, tout aussi essentiel aux Québécois pour leur bien-être que la lutte pour une planète plus verte.

Collaborateur du Devoir



ODD ANDERSEN AGENCE FRANCE-PRESSE

À Londres, le Speakers' Corner du Hyde Park est devenu un lieu privilégié où les Britanniques peuvent s'improviser orateurs ou débattre de sujets qui leur tiennent à cœur. Les Montréalais auront accès à une tribune semblable au parc Lafontaine cet été grâce à l'initiative de l'organisme Injustice Québec, qui souhaite instaurer une tradition.

SOCIÉTÉ

Plutôt que de bloquer un pont...

Injustice Québec offre une tribune publique à tous les mécontents au parc Lafontaine

Mercredi, c'était la troisième fois en un an qu'un individu perturbait la circulation automobile sur le pont Jacques-Cartier pour attirer l'attention sur son triste cas. Cette tactique n'a pas eu l'effet escompté, suscitant plus de colère que de compassion. C'est pourquoi une nouvelle tribune sera offerte cet été à ceux qui se cherchent un public pour se vider le cœur.

JEANNE CORRIVEAU

Plutôt que de bloquer des ponts, les désespérés pourront bientôt disposer d'une tribune pour exprimer leur frustration sans paralyser la ville. L'organisme Injustice Québec, qui vient en aide aux victimes d'erreurs judiciaires, a décidé d'inviter toutes les personnes qui ont un quelconque grief à venir exposer leur mécontentement en public au parc Lafontaine tous les dimanches de l'été.

La «tribune dans le parc» qu'Injustice Québec veut créer s'inspire du Speakers' Corner de Hyde Park, à Londres, qui, au fil des décennies, est devenu un lieu privilégié pour permettre à quiconque de discuter sur le thème de son choix, généralement lié aux droits de la personne. Des tribunes similaires existaient également à New York (Central Park), à Singapour et à Trinidad.

Lorsque Mario Morin, ce père frustré qui revendiquait le droit de voir sa fille de six ans, a grimpé

sur un panneau publicitaire en bordure du pont Jacques-Cartier mercredi dernier, Carlo Tarini s'est retrouvé prisonnier du bouchon de circulation. Directeur général d'Injustice Québec, il a jugé que le temps était venu de réaliser le projet qu'il mijotait depuis quelque temps, soit de recréer un «Speakers' Corner» à Montréal.

«Il y a de la grogne dans la population, fait valoir M. Tarini. Il y a des gens qui ne sont pas capables d'exprimer leur frustration, on l'a vu cette semaine avec M. Morin. On invite tous ces gens-là à venir s'exprimer de façon ordonnée et pacifique au parc Lafontaine, et nous, on va fournir les boîtes à savon pour qu'ils puissent y grimper et passer leur message.»

À ce propos, le coup d'éclat de Mario Morin, qui a provoqué des embouteillages montres aux

abords du pont mercredi, a suscité plus de colère que de compassion chez les automobilistes. L'an dernier, deux membres de l'organisme Fathers 4 Justice avaient escaladé la structure du pont Jacques-Cartier pour attirer l'attention sur leur cause, perturbant la circulation pendant quelques heures. Mais le geste désespéré de M. Morin, qui est demeuré 27 heures sur son perchoir, sera peut-être le dernier du genre compte tenu de la désapprobation générale qu'il a provoquée, croit Carlo Tarini.

L'idée d'Injustice Québec consiste donc à offrir un exutoire pacifique aux frustrés en tout genre. Les premiers discours seront prononcés le dimanche 21 mai prochain au parc Lafontaine, aux abords de l'étang, à partir de 13h. Injustice Québec, qui s'attend à ce qu'une panoplie de thèmes soient abordés par les orateurs improvisés, promet qu'il n'y aura pas de censure. «Si les échangistes veulent venir parler de leur cas, ils viendront. Ça pourra être les Mohawks, les gens contre le projet d'Orford, Pierre-Hugues Boisvenu [président de l'Association des

familles de personnes assassinées ou disparues] ou Mothers Against Drunk Drivers», suggère M. Tarini.

Les participants, membres d'organisations ou simples citoyens, pourront discuter aussi longtemps qu'ils le désireront, et tant mieux s'ils ont un public pour les écouter. «Ça commence à 13h et ça se terminera quand ça se terminera», a expliqué M. Tarini en précisant qu'Injustice Québec ne veut pas se retrouver dans une position où il devrait juger de la légitimité et de l'importance des causes de chacun.

Le projet comporte une part d'inconnu car s'ils désirent donner au projet un caractère de spontanéité, les organisateurs ignorent encore si l'activité suscitera un engouement suffisant auprès du public pour le répéter tout au long de l'été. «Si ça lève, ça sera comme les tam-tam, ça se déroulera spontanément d'un dimanche à l'autre au parc Lafontaine», a commenté M. Tarini. S'il pleut, le rendez-vous est remis au dimanche suivant.

Injustice Québec, qui défend les droits des victimes d'erreurs judiciaires, est présidé par Michel Dumont, qui avait lui-même été emprisonné pour un viol dont il a été acquitté par la suite.

Le Devoir

«On va fournir les boîtes à savon pour qu'ils puissent y grimper et passer leur message»

visés, promet qu'il n'y aura pas de censure. «Si les échangistes veulent venir parler de leur cas, ils viendront. Ça pourra être les Mohawks, les gens contre le projet d'Orford, Pierre-Hugues Boisvenu [président de l'Association des

Boutique Courir

LONGUEUIL
1085, chemin Chambly
(à deux pas du Cégep)
(450) 674-4436

MONTREAL
4452, rue Saint-Denis
(près de Mont-Royal) ☎
(514) 499-9600

Chaussures de course à pied pour hommes et femmes, disponibles en plusieurs largeurs

new balance

APPEL DE CANDIDATURE

Montréal



CONSEIL
DU PATRIMOINE
DE MONTRÉAL

En vertu des articles 83.11 à 83.14 de la Charte de la Ville de Montréal, le conseil de la ville a institué le **Conseil du patrimoine de Montréal**, son instance consultative en matière de patrimoine. Cet appel de candidatures vise à constituer une banque parmi laquelle les **membres** et les **membres suppléants** peuvent être recrutés au cours des trois prochaines années. Deux postes de membre et deux postes de membre suppléant seront à combler à court terme.

Les membres du Conseil forment une équipe pluridisciplinaire et représentative des différentes catégories de patrimoine. Une vision éclairée et novatrice de la prise en compte du patrimoine dans tous les domaines où œuvrent les différents acteurs municipaux constitue une qualité essentielle à la fonction. Les personnes choisies doivent posséder une excellente connaissance du milieu montréalais, de ses intervenants, des enjeux relatifs à la sauvegarde et à la mise en valeur du patrimoine dans un des domaines suivants :

- l'archéologie, l'histoire et la géographie;
- l'urbanisme, l'architecture (intégration des nouveaux projets ou ensembles dans la trame urbaine ancienne et moderne) et la restauration d'immeubles;
- les paysages naturels et urbains;
- l'environnement et la biodiversité (écoterritoires, rives, eaux, avifaune, avifaune);
- la mémoire des lieux, les traditions, les savoir-faire et les expressions d'art (orales, musicales et arts du spectacle).

Le mandat est d'une durée de deux ans. Ces postes commandent une disponibilité pour la participation des assemblées du Conseil et pour les réunions de ses comités chargés d'étudier des questions particulières.

Toute personne intéressée devra joindre, à sa candidature, un curriculum vitae et faire état de ses domaines de connaissances spécifiques. Les candidatures doivent être acheminées, avant le **2 juin 2006**, à l'attention de :

Madame Diane Côté, secrétaire-recherchiste
Conseil du patrimoine de Montréal
303, rue Notre-Dame Est, 1^e étage, Bureau 1.150
Montréal (Québec) H2Y 3Y8

Pour tout autre renseignement au sujet du Conseil du patrimoine de Montréal, veuillez visiter le site Internet : ville.montreal.qc.ca/cpm

6 200 PERSONNES AU GÉNÉRIQUE

Les médicaments génériques au Québec,
plus de **1 MILLIARD \$** par année dans l'économie du Québec

6 200 emplois directs et indirects
287 millions \$ versés en salaires

400 millions \$ d'économies pour le système
de santé du Québec

507 millions \$ d'achats de biens et de services

En 2005, chaque Québécois a reçu en moyenne
8 prescriptions de médicaments génériques.

Source : Étude Stratem 2006

www.generiquescanadiens.ca



ASSOCIATION CANADIENNE DU MÉDICAMENT GÉNÉRIQUE

Les médicaments génériques :
même qualité au meilleur prix

• LES ACTUALITÉS •

Examens ministériels de juin 2005

Les élèves du secondaire perdent des points

MARIE-ANDRÉE CHOUINARD

Québec — La réussite pour tous, le leitmotiv du ministère de l'Éducation, a du plomb dans l'aile: la toute dernière livraison des résultats aux examens du ministère affiche des chutes partout, du public au privé, des filles aux garçons, et particulièrement en histoire, en anglais et en mathématiques.

Dévoilés hier, les résultats aux épreuves uniques du ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport (MELS) pour l'année 2005 révèlent une chute globale de quatre points (taux de réussite de 87 % à 83 %) pour l'ensemble du Québec. Même le privé, pourtant fréquemment cité au tableau d'honneur, a perdu des plumes, le taux de réussite moyen ayant baissé de 96 % à 94,5 %.

Prises individuellement, presque toutes les épreuves ont donné plus de fil à retordre aux élèves de la fournaie 2005 qu'à ceux des années précédentes. Depuis des lustres, tous les élèves du Québec sont notés à travers ces épreuves standardisées en langue d'enseignement, en maths, en histoire, en sciences physiques et en langue seconde.

«Je serais plus inquiet si on constatait une baisse au public mais une hausse au privé», a commenté hier le président de la Fédération des commissions scolaires du Québec (FCSQ), André Caron. «C'est préoccupant, mais il y a peut-être une explication très précise, comme une année aux examens plus difficiles ou avec une cohorte moins forte», a-t-il ajouté, précisant que l'analyse détaillée de cette réussite moins flamboyante allait être effectuée avec sérieux dans chacune des commissions scolaires.

Dans certaines matières, la performance des élèves s'est vraiment effondrée. En histoire du Québec et du Canada, enseignée en quatrième année de secondaire, le taux de réussite moyen des élèves a chuté de 88 % à 79 % entre 2004 et 2005. La moyenne à l'examen est tombée de 76 % à 71 %.

En mathématiques 436, c'est aussi vers le bas que les résultats pointent, le taux de réussite étant passé de 82 % à 75 % pendant le même laps de temps. Après avoir connu des améliorations constantes depuis 2001, la moyenne à l'épreuve a chuté de 72 % à 69 %. Cette dernière donnée revêt une importance significative lorsqu'on sait que le ministère de l'Éducation a récemment modifié la sanction des études, exigeant pour une première fois depuis plusieurs années la réussite de ces mathématiques pour obtenir le diplôme d'études secondaires, une mesure qui entrera en vigueur en 2007.

«C'est vrai, et nous avons du temps pour remonter la pente», a noté M. Caron. Le ministre de l'Éducation s'est dit insatisfait de tels résultats. Il a toutefois précisé avoir confiance en l'avenir.

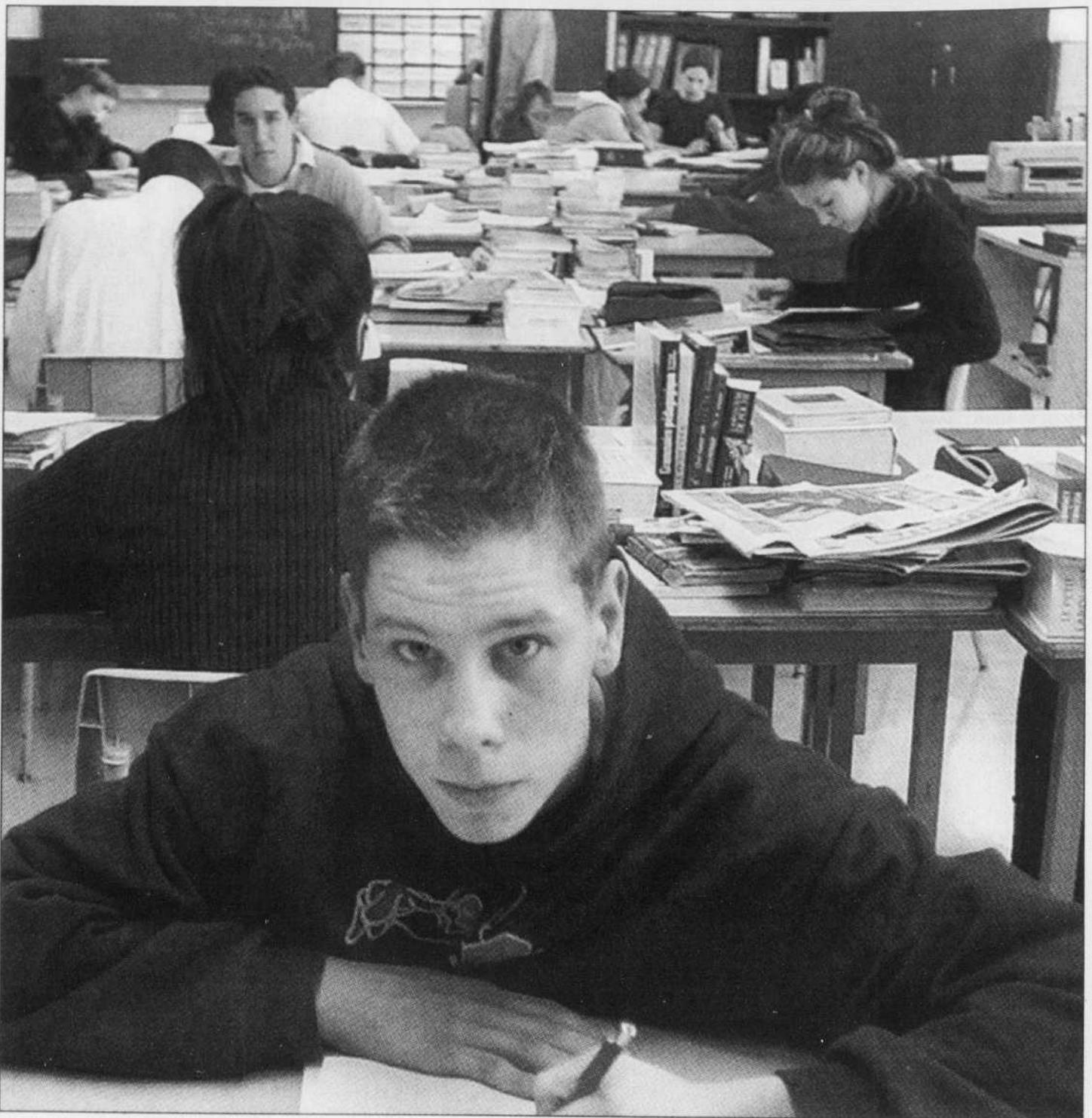
En sciences physiques, il faut toutefois noter une amélioration des notes chez les candidats de quatrième secondaire: le taux de succès est passé de 79 % en 2004 à près de 86 % un an plus tard. Le français de cinquième secondaire aussi a connu une amélioration, mais très légère, puisque le taux est passé de 89,6 % à 89,8 %.

Sur ce tableau de mauvaises nouvelles, le ministère peut quand même s'appuyer sur une bonification des taux de diplomation après cinq ans d'études. La cohorte d'élèves ayant mis le pied au secondaire en 2000 réussit son parcours secondaire à un taux de 60,6 % cinq ans plus tard. Cette donnée était plutôt de 58,2 % deux ans auparavant et de 60,2 % l'an dernier. Les filles ont toujours une foulée d'avance sur les garçons: 69 % d'entre elles ont obtenu leur diplôme l'an dernier, contre 53 % des garçons, et ce, pour l'ensemble du Québec. «C'est à ça qu'il faut se raccrocher: les résultats sont peut-être moins bons sur un examen ou un autre, mais au bout du compte, on les garde plus longtemps et ils réussissent leurs études», a commenté M. Caron.

Il existe toujours un écart de réussite entre filles et garçons, mais les filles ont elles aussi perdu du terrain en 2005 par rapport à elles-mêmes. Si leur taux de réussite moyen aux épreuves était de près de 88 % en 2004, il n'était plus que de 84 % un an plus tard. Les garçons sont passés de 86 % à près de 83 % pendant le même laps de temps.

Pour la présidente de la Fédération des syndicats de l'enseignement (FSE-CSQ), Johanne Fortier, cette avalanche de chiffres noirs n'a rien d'étonnant. «Le virage important de l'intégration de plus en plus importante s'est vécu au primaire, mais là, la pression est au secondaire», a expliqué hier Mme Fortier, qui croit que les ratés de l'intégration scolaire, encore plus criants au secondaire, finissent par coûter en matière de réussite.

Le Devoir



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

Le principe de l'intégration semble faire l'unanimité, mais lorsqu'on passe de la théorie à la pratique, les positions se polarisent.

La politique d'adaptation scolaire sous examen

MARIE-ANDRÉE CHOUINARD

Québec — Le ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport (MELS) scrute actuellement les effets de sa politique d'adaptation scolaire. En dressant le bilan de l'intégration des élèves handicapés et en difficulté, un principe dont l'application est controversée, Québec assure qu'il est prêt à ajuster le tir s'il le faut.

Voilà l'examen auquel s'est engagé hier le sous-ministre adjoint à l'éducation préscolaire et à l'enseignement primaire et secondaire du MELS, Pierre Bergevin, alors qu'il participait à une table ronde portant sur les défis de l'intégration de la clientèle en difficulté dans les classes ordinaires. «Le ministère est en train de réexaminer sa politique d'adaptation scolaire, il effectue un bilan de la mise en œuvre de des fins de régulation», a indiqué hier M. Bergevin dans ce débat qui a constitué un des moments forts du Colloque sur l'adaptation scolaire, organisé par la Fédération des commissions scolaires du Québec (FCSQ).

Pour répondre au bilan ministériel, la Fédération des comités de parents du Québec (FCPQ) a recueilli les opinions de ses membres, et son constat est passablement négatif. «Si certains parents ressentent des pressions de l'école pour passer à la classe spéciale [où les élèves handicapés ou en difficulté sont regroupés], d'autres déplorent le manque de clarté du plan d'intervention, le manque de ressources, l'insuffi-

sance du temps et du suivi ainsi que le manque de soutien aux enseignants», a exposé hier Diane Miron, présidente de la FCPQ.

Le principe de l'intégration semble faire l'unanimité, mais lorsqu'on passe de la théorie à la pratique, les positions se polarisent. Ainsi, si la directrice de l'Office des personnes handicapées du Québec, Céline Giroux, prône l'intégration universelle des enfants handicapés tant pour la réussite que pour la socialisation, la présidente de la Fédération des syndicats de l'enseignement (FSE-CSQ), Johanne Fortier, craint l'érection en dogme de «l'intégration à tout prix».

Présente hier au débat, la présidente de l'Ordre des psychologues du Québec, Rose-Marie Charest, a mis en garde le réseau de l'éducation de ne pas répéter les erreurs de la santé. «Je suggère qu'on ne fasse pas en éducation la grande erreur qu'on a faite en santé en procédant à la désinstitutionnalisation, où on a sorti le patient de l'hôpital et où on a laissé l'argent à l'hôpital», a indiqué la présidente.

Venu de la salle, le cri du cœur de la mère d'une enfant handicapée a secoué l'auditoire: maman d'une fillette née avec une déficience intellectuelle moyenne, cette dame a vanté les mérites de l'intégration en groupe ordinaire à laquelle son enfant a droit à l'école. «Ne laissez pas nos enfants vivre en institution. L'école spéciale, c'est une institution», a-t-elle lancé. «Ce que je veux, moi, c'est donner à ma fille une place à sa mesure.»

Alors que certains cas particuliers continuent de

défrayer la manchette — Le Devoir relatait cette semaine le cas d'un enfant souffrant d'un trouble du comportement et faisant l'objet d'une demande d'exclusion de la classe par les parents de ses camarades —, le ministre de l'Éducation, Jean-Marc Fournier, a mis en garde jeudi soir d'éviter de faire une règle générale de l'anecdote. «Il faut aller au-delà de l'anecdote et du cas particulier», a-t-il indiqué en marge du colloque. «De façon générale, le principe partagé par tous, c'est l'intégration. Et il faut s'assurer que cette intégration-là se fasse dans le respect des autres, qu'elle n'entraîne pas de contrainte excessive sur l'ensemble des autres.»

Pour André Caron, président de la Fédération des commissions scolaires du Québec, ces cas «problématiques» dont on parle représentent une infime portion des 153 000 élèves identifiés comme étant handicapés et en difficulté d'apprentissage. «Si on entend parler seulement de quelques cas, c'est toujours bien parce que pour tous les milliers d'autres, ça se passe bien!»

Les enseignants s'inquiètent toutefois de ce qu'est devenue «une classe ordinaire». «La réalité, c'est que l'intégration se passe dans une classe qui est de moins en moins ordinaire, épurée de ses meilleurs éléments au profit du privé, touchée par la destruction de la cellule familiale et la pauvreté», a commenté Johanne Fortier.

Le Devoir

EN BREF

Enquête sur une fuite

Ottawa — Le gouvernement fédéral mène une enquête interne afin de savoir qui a rendu publiques certaines informations relatives au rapport de la vérificatrice générale qui doit être présenté la semaine prochaine. Les députés du Nouveau Parti démocratique ont toutefois laissé entendre que cette mesure n'était pas suffisante et que la Gendarmerie royale du Canada (GRC) devrait être chargée de l'enquête. «S'il y a une enquête au sein du gouvernement, il ne devrait pas être du ressort du gouvernement d'enquêter sur le gouvernement», a soutenu le critique néo-démocrate, David Christopherson. «Nous voulons que la GRC ouvre une enquête.» Des reportages ont dévoilé, jeudi, de nombreux éléments du rapport sur le registre des armes à feu. La vérificatrice générale, Sheila Fraser, rendra son rapport à la Chambre des communes jeudi prochain. Mme Fraser a indiqué qu'elle était fort mécontente des fuites de renseignements et qu'elle croyait savoir qui en était la source. Elle ne veut toutefois pas dévoiler sur qui se portent ses soupçons. Mais les députés de l'opposition n'ont pas hésité à accuser le gouvernement conservateur. — PC

SHIRT PASSION ■ SANDRO ■ VERTIGO ■ OUI ■ TOMBOLINI ■ GLORIA GAUDETTE ■ PATRICK GÉRARD ■ ETC. ■

■ THIERRY MUGLER ■ FRANCESCO SMALTO ■ REPORTER ■ TOMBOLINI ■ SAN REMO ■ TORRAS ■ KENNETH COLE ■ ETC. ■

Pour Elle
277, av. Laurier O.
270-6154
Centre de Commerce
Mondial 844-9125

Pour Lui
Centre de Commerce
Mondial 281-7999
5107, av. du Parc (angle Laurier)
277-7558

• LES ACTUALITÉS •

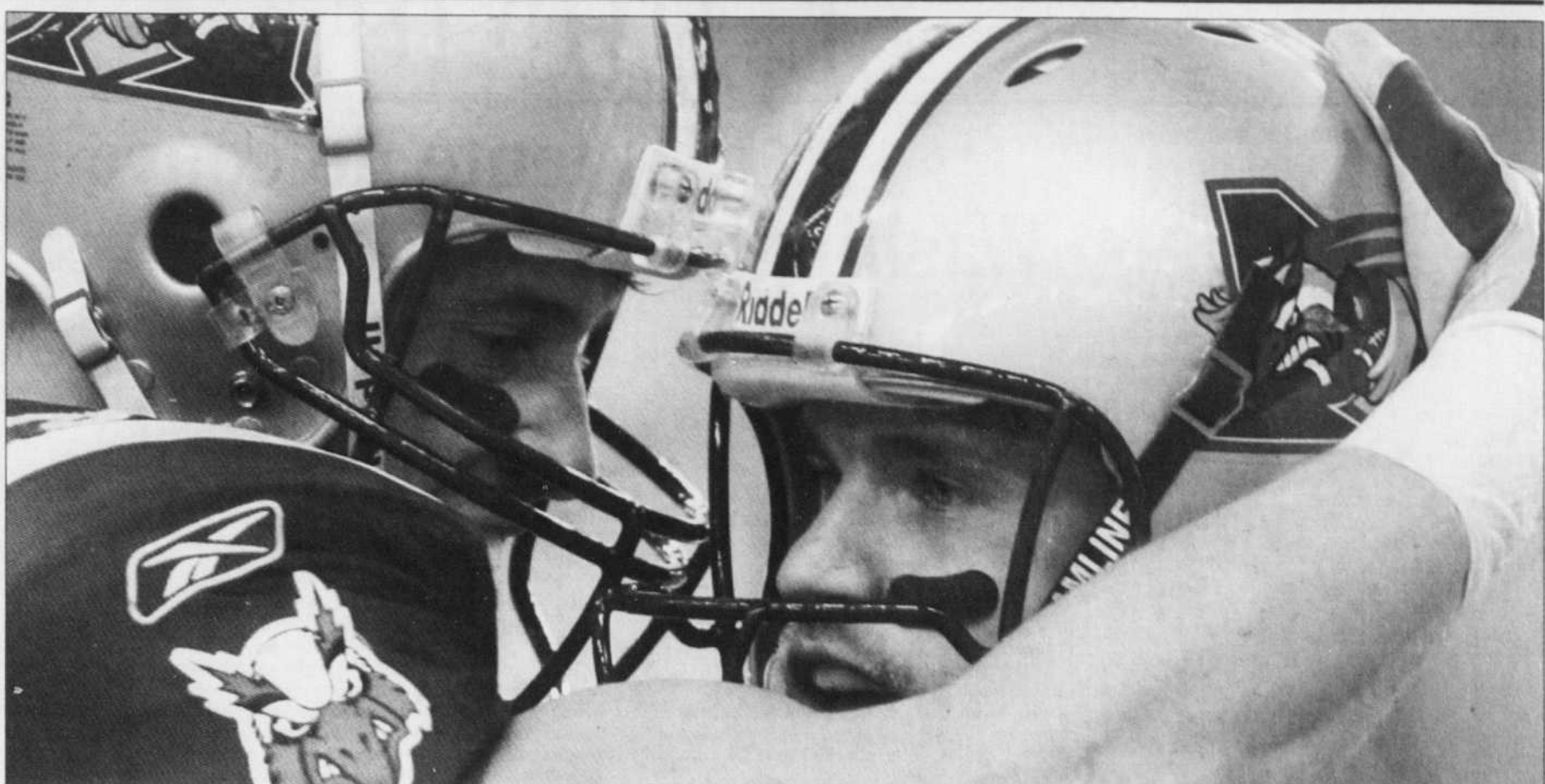
EN BREF

L'adoption internationale sera simplifiée

Mississauga, Ontario — Le gouvernement fédéral conservateur a annoncé qu'il sera plus facile pour les parents d'obtenir la citoyenneté canadienne pour les enfants adoptés à l'étranger. Le premier ministre Stephen Harper a indiqué hier que les conservateurs présenteront une loi la semaine prochaine qui diminue les restrictions et simplifie le processus d'adoption à l'étranger. « Ces parents font de nombreux efforts et de lourdes dépenses pour accueillir ces enfants dans leur famille », a dit M. Harper devant une centaine d'immigrants réunis dans la ville de Mississauga, à l'ouest de Toronto. « Ils ouvrent leur cœur et leur maison et ils donnent une chance à ces enfants qui viennent souvent de pays pauvres ou ravagés par la guerre. » Les modalités de l'amendement à la Loi sur la citoyenneté seront dévoilées lundi. M. Harper a fait cette annonce lors d'un discours devant faire connaître le nouveau budget des conservateurs et les mesures mises en place pour les nouveaux arrivants au Canada. Les conservateurs fédéraux veulent gagner l'appui des immigrants, particulièrement ceux qui vivent dans les banlieues entourant Toronto. — PC

S'ouvrir aux immigrants

Montréal — Québec a conclu des ententes avec cinq ordres professionnels afin de faciliter l'accès des immigrants à l'exercice des professions pour lesquelles ils ont été formés. Les ententes visent notamment à soutenir la formation d'appoint des candidats étrangers, à évaluer les diplômes obtenus à l'extérieur du Québec ou encore à accompagner les candidats qui doivent subir des examens d'admission à un ordre. Dans un contexte de pénurie de main-d'œuvre, les ordres professionnels sont tout à fait conscients qu'ils doivent aller de l'avant dans ce dossier, a déclaré hier la ministre de l'Immigration et des Communautés culturelles Lise Thériault. Ces ententes, conclues avec les ordres des infirmières, des techniciens en radiologie, des technologistes médicaux, des physiothérapeutes et des acuponcteurs, s'inscrivent dans le foulée du projet de loi déposé plus tôt cette semaine par le ministre de la Justice, Yvon Marcoux, afin de modifier le Code des professions. — PC



23 août 2008: c'est la date à retenir pour les amateurs de football. On jouera alors le match de la coupe Grey à Montréal.

CHRISTINNE MUSCHI REUTERS

La coupe Grey sera disputée à Montréal en 2008

ALEXANDRE SHIELDS

Excellente nouvelle pour les amateurs de football: après avoir été disputé à Montréal en 2001 devant plus de 65 000 spectateurs, le match de la coupe Grey sera de retour au Stade olympique le 23 novembre 2008.

Pour cette nouvelle présentation, l'organisation espère non seulement que les Alouettes seront de la partie mais aussi que le record historique d'assistance établi lors de la finale de 1977, soit 69 083 spectateurs, sera battu.

La présentation d'une telle épreuve sportive rime évidemment avec d'importantes retombées économiques pour la ville hôte. L'organisation des Alouettes estime que celles-ci pourraient facilement atteindre les 40 millions de dollars, surtout dans les secteurs de l'hôtellerie et de la restauration. Le maire Gerald Tremblay,

présent lors de l'annonce, s'est dit tout à fait ravi, arborant fièrement un chandail aux couleurs de l'équipe montréalaise. Il a également souligné l'apport «exceptionnel d'un tel événement pour l'image de la ville».

Le président et chef de la direction des Alouettes, Larry Smith, était lui aussi plus qu'optimiste hier. «Nous comptons organiser toute une semaine d'activités afin de célébrer ce sport rassembleur qu'est devenu le football, particulièrement au Québec, au cours des dix dernières années», a-t-il expliqué. Il a notamment souligné qu'en quelques années, le nombre de jeunes pratiquant ce

sport a quadruplé au Québec.

Larry Smith a aussi profité de l'occasion pour souligner de nouveau la volonté de son organisation d'agrandir le stade Percival-Molson pour y ajouter quelque 5000 sièges et des loges de luxe. Ces modifications porteraient sa capacité à 25 000 spectateurs. Une telle expansion nécessiterait l'abattage d'une centaine d'arbres situés dans la couronne du mont Royal. D'ici la fin de mai, tous les arrondissements qui se partagent les flancs de la montagne devront se prononcer sur un moratoire visant à interdire la coupe des arbres et la transformation des espaces verts dans ce secteur consi-

déré comme un bien culturel ou un monument historique. Le maire de Montréal a toutefois précisé que son administration était prête à «tout faire pour venir en aide aux Alouettes».

Lors de la dernière présentation de la coupe Grey en sol montréalais, en 2001, 65 255 spectateurs avaient assisté à la victoire de 27-19 des Stampeders sur les

Blue Bombers de Winnipeg. Cette année, la coupe sera justement disputée à Winnipeg avant de se déplacer à Toronto en 2007. En 2008, la métropole québécoise accueillera le match ultime couronnant la saison de la Ligue canadienne de football pour la huitième fois.

Le Devoir



Jean DANSEREAU
Jean GADBOIS

Sous la direction de Jean-Marie DEBUNNE

LE PHÉNOMÈNE RELIGIEUX

ÉTHIQUE ET CULTURE RELIGIEUSE AU SECONDAIRE

96 pages - 19,90 \$

Les éditions LA PENSÉE
(514) 848-9042En vente dans toutes les librairies
Les prix sont indiqués sous réserve de modifications.

COLLOQUE MULTIDISCIPLINAIRE

UNE CULTURE PUBLIQUE COMMUNE

Quelles valeurs civiques fondamentales pour le Québec comme base d'une culture publique commune ?

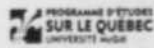
mardi, 16 mai (16h à 17h30)
mercredi, 17 mai (9h à 17h)

Université McGill, Maison David Thomson
3650, rue McTavish (salle de bal)

Participants : Rachida Azdouz, Chantal Bouchard, André Burelle, Dimitri Karmis, Micheline Labelle, Yvan Lamonde, Diane Lamoureux, Georges Leroux, Jocelyn Maclure, Carmen Mata, Maryse Potvin, Vijayalakshmi Rao, François Rocher, Michel Seymour, Michel Venne

Programme : www.aieq.qc.ca | Renseignements : accueil@aieq.qc.ca

▪ Entrée Libre ▪



Organisé conjointement par l'Association internationale des études québécoises et le Programme d'études sur le Québec de l'Université McGill

Elle voulait 100 enfants.
Elle n'en a eu que 12.
Une fête pour les mamans!

Malka Zipora

Lekhaim!

Chroniques de la vie hassidique à Montréal



LES ÉDITIONS DU PASSAGE

« Ça documente une vie qu'on connaît très mal.
C'est une découverte! »
Pascale Navarro, Radio-Canada

« Enfin une incursion autre que théorique dans ce monde méconnu qui intrigue quiconque s'y frotte un peu. » Rima Elkouri, La Presse

Lekhaim! Chroniques de la vie hassidique à Montréal.
Les éditions du passage. En librairie dès maintenant.

Faculté de l'éducation permanente
La faculté d'évoluer

Faites connaissance...



avec nos 30 programmes d'études

COMMUNICATION

Communication appliquée
Communication promotionnelle
Français langue seconde pour non-francophones
Journalisme
Localisation
Publicité
Rédaction
Relations publiques
Traduction I et II

ÉTUDES INDIVIDUALISÉES

GESTION

Gestion appliquée à la police et à la sécurité
Gestion des services de santé et des services sociaux
Relations industrielles

INFORMATIQUE - modules

INTERVENTION

Criminologie
Droit
Intervention auprès des jeunes
Intervention en déficience intellectuelle
Petite enfance et famille
Toxicomanies
Violence, victimes et société

SANTÉ

Gérontologie
Santé communautaire
Santé et sécurité du travail
Santé mentale

CAMPUS • CAMPUS RÉGIONAUX • FORMATION À DISTANCE

AUTOMNE 2006

Renseignements
514 343.6090
1 800 363.8876

www.fep.umontreal.ca

Université 
de Montréal

LE MONDE

L'ONU tente de convaincre Washington de négocier avec Téhéran

Au plus bas dans les sondages

Bush consulte plusieurs anciens ministres

Washington — Le président américain George W. Bush a réuni hier à la Maison-Blanche un aréopage d'anciens ministres de la Défense et des Affaires étrangères pour évoquer l'Irak alors que sa popularité continue à s'effriter.

«Peut-être le principal défi [pour les États-Unis] porte-t-il sur les milices qui ont tendance à faire la loi», a déclaré M. Bush à l'issue de la rencontre en faisant référence à l'Irak et à la stratégie américaine dans ce pays, qui devaient être le principal sujet de discussions avec les anciens ministres, dont certains sont des adversaires politiques.

«Nous avons eu nos désaccords, y compris sur le simple fait d'y aller [en Irak]. Maintenant, la question fondamentale est de savoir comment nous parviendrons à notre objectif, qui est une démocratie capable de se défendre toute seule», a-t-il ajouté.

Le président américain s'est déclaré «optimiste» à propos des «réussites» américaines. «La seule façon de ne pas réussir est de perdre patience et de ne plus avoir foi en nos valeurs. Et aussi de changer constamment de tactique sur le terrain pour parvenir à nos objectifs», a-t-il ajouté. M. Bush, toujours plus bas dans les sondages d'opinion, avait déjà procédé à une réunion du même type le 5 janvier, au cours de laquelle il avait dû écouter des critiques d'anciens secrétaires d'État et d'anciens secrétaires à la Défense, aussi bien républicains que démocrates.

Parmi les invités hier figuraient notamment Colin Powell, Madeleine Albright ou James Baker, qui ont travaillé avec George W. Bush, Bill Clinton ou George Bush père. Étaient aussi présents de plus anciens ayant connu la guerre du Vietnam, comme Melvin Laird (secrétaire à la Défense de Nixon) ou Robert McNamara (Kennedy-Johnson).

Parmi les absents notables, l'ancien secrétaire d'État républicain de Richard Nixon, Henry Kissinger.

Cette réunion s'est tenue alors que le secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan, a déclaré hier pour la première fois que les Iraniens ne négocieront pas sérieusement sur leur programme nucléaire tant qu'il n'y aura pas de dialogue direct entre Washington et Téhéran.

M. Kissinger, qui se trouve à Lisbonne, a pour sa part salué l'envoi par le président iranien d'une lettre à M. Bush, y voyant un signe de bonne volonté.

La popularité de M. Bush n'en finit pas de s'effriter et, pour la première fois hier, un sondage publié dans l'édition Internet du Wall Street Journal a fait passer sous la barre des 30 %, à 29 % d'opinions favorables.

L'Irak reste le principal souci des Américains: 28 % d'entre eux estiment que c'est un des dossiers actuels les plus importants (contre 23 % en avril), suivie par l'immigration (16 %) et le prix de l'essence (14 %).

Agence France-Presse

EN BREF

Poutine nargue l'Occident

Moscou — Dans un nouveau pied de nez aux Occidentaux, le président russe Vladimir Poutine a exprimé hier son soutien au président ouzbek Islam Karimov en le recevant à la veille de l'anniversaire de la répression dans le sang du soulèvement d'Andijan en Ouzbékistan. M. Poutine avait déjà rencontré M. Karimov quelques semaines seulement après ces événements. Plus récemment, il avait manifesté son soutien à son homologue biélorusse Alexandre Loukachenko, qualifié par Washington de «dernier dictateur d'Europe», au lendemain de l'arrestation du chef de l'opposition biélorusse, Alexandre Milinkévitch. — AFP

Vienne — Le secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan, a mis la pression hier sur les États-Unis en estimant pour la première fois que les Iraniens ne négocieront pas sérieusement sur leur programme nucléaire tant qu'il n'y aura pas de dialogue direct entre Washington et Téhéran.

«Je doute que les Iraniens mettent tout sur la table, tant qu'ils négocient avec les Européens, en sachant que ce dont ils parlent avec eux devra ensuite être discuté avec les Américains», a-t-il dit à Vienne.

M. Annan a rappelé qu'il avait «clairement dit, à la fois en privé, dans ses contacts avec l'administration américaine, et en public, qu'il était important que les États-Unis viennent à la table [de négociations] et qu'ils rejoignent les pays européens et l'Iran pour trouver une solution». Mais c'est la première fois qu'il affirme aussi nettement qu'un accord avec les Iraniens sera impossible tant que les Américains laisseront les Européens seuls en première ligne.

L'Allemagne, la France et la Grande-Bretagne (UE-3) négocient avec l'Iran depuis 2003, avec le soutien des Américains, pour tenter de l'empêcher d'enrichir de l'uranium, ce qui lui permettrait de se doter de l'arme nucléaire.

L'Iran, inquiet de possibles frappes américaines sur son territoire en cas d'impasse diplomatique durable,

veut obtenir des garanties de sécurité que seuls les États-Unis sont en mesure de lui donner.

L'appel de Kofi Annan est survenu alors qu'on apprenait à Vienne que l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) avait découvert des traces d'uranium hautement enrichi sur un site nucléaire iranien ou Téhéran a nié avoir fait ce genre d'expérience. Ces particules d'uranium ont été découvertes dans des prélèvements effectués par les inspecteurs de l'AIEA à Lavizan, près de Téhéran, rasé en 2004 par les autorités iraniennes, selon des diplomates.

Ces informations sont «sans fondement», a réagi le porte-parole du ministère iranien des Affaires étrangères, Hamid Reza Assefi.

Aux États-Unis et en Europe, les appels pour que Washington négocie directement avec l'Iran se font de plus en plus pressants, même si les États-Unis persistent dans leur refus de toute négociation directe. «Il est important que les États-Unis soient associés aux travaux menés par les Européens sur un paquet d'offres positives qui pourraient être faites à l'Iran», a ainsi déclaré hier le porte-parole du Quai d'Orsay, Jean-Baptiste Mattéi.

Paris estime que l'Iran, «en montrant ses muscles, cherche plus que jamais une reconnaissance de son régime» par les États-Unis, a dit ce responsable. «Ils veulent obliger les Américains à entrer en dialogue avec eux.»

Le président iranien Mahmoud Ahmadinejad a assu-

ré jeudi qu'il était «prêt au dialogue avec n'importe quel pays». Il vient de rompre 26 ans d'absence de relation officielle avec les États-Unis en envoyant une lettre à George W. Bush.

Nouvelle offre

Après que les États-Unis ont échoué à convaincre la Russie et la Chine d'accepter que le Conseil de sécurité adopte une résolution contraignante pour obliger l'Iran à suspendre l'enrichissement, les Occidentaux ont décidé d'attendre «quelques semaines» et de proposer à l'Iran une nouvelle offre. «Notre souci, c'est que le Conseil de sécurité soit entendu et obéi», a déclaré le président français Jacques Chirac. «Le chapitre VII n'implique pas du tout automatiquement ni la prise de sanctions ni le recours à la force», même s'il les rend possibles, a-t-il ajouté.

Selon M. Mattéi, le train de mesures envisagé par l'UE-3 comprendrait des mesures à caractère économique et d'autres mesures visant à assurer Téhéran qu'il peut avoir accès au nucléaire civil s'il renonce aux activités pouvant mener au militaire. «Il y a aussi une flexion, qui est de voir quel type de garanties de sécurité pourraient être données à l'Iran en prenant en compte notamment la dimension régionale.»

Ces mesures devraient être examinées le 19 mai à Londres lors d'une réunion de hauts fonctionnaires de six pays (UE-3, États-Unis, Russie, Chine).

Agence France-Presse

Explosion d'un oléoduc au Nigeria

Le bilan s'annonce très lourd

Ilado Beach — Entre 150 et 200 personnes sont mortes brûlées vives hier matin dans l'explosion d'un oléoduc à Ilado Beach, un village côtier de l'agglomération de Lagos, catastrophe apparemment accidentelle provoquée par des trafiquants de pétrole.

Un correspondant de l'AFP a dénombré sur place plus de 150 victimes dans l'après-midi alors que le feu sur l'installation était éteint. Mais il était difficile de comptabiliser avec précision le nombre de victimes, certaines étant réduites à un tas de cendres.

Le chef de la police de Lagos, Emmanuel Adebayo, a peine arrivé sur place, a pour sa part annoncé un bilan «de 150 à 200 morts».

Selon des témoins, des agents de la compagnie nationale des pétroles (NNPC) sont venus peu après l'explosion pour colmater les trous percés sur le conduit d'environ 25 cm de diamètre, dont une partie avait été dégaïcée du sable qui l'entoure normalement.

L'explosion a eu lieu sur une langue de terre sableuse bordée de plages, entre l'océan Atlantique et la lagune qui baigne Lagos, ville heureusement située à l'écart du village d'Ilado Beach.

Des corps carbonisés étaient visibles sur environ 100 mètres le long de la plage. Les plus proches de l'oléoduc étaient presque réduits à l'état de cendres.

Le journaliste de l'AFP a vu des corps figés, statufiés par la chaleur alors qu'ils tentaient de fuir, et, dans l'eau, les restes carbonisés d'un ou deux petits bateaux avec des corps flottant alentour.

Des agents de la Croix-Rouge et de la sécurité civile nigérienne fouillaient les fourrés, en partie brûlés par la chaleur, pour s'assurer qu'il n'y avait pas de survivants.

Dans la matinée d'hier, une grande colonne de fumée noire était visible depuis le centre de Lagos, dans la direction du port d'Apapa, proche du lieu de l'accident et emplacement de nombreuses installations pétrolières.

Les explosions d'oléoducs surviennent assez régulièrement au Nigeria, souvent en raison de sabotages des installations par des trafiquants ou des habitants



AKINTUNDE AKINLEYE REUTERS

L'explosion a eu lieu sur une langue de terre sableuse bordée de plages.

pour voler du carburant. Des centaines de personnes ont été tuées dans des accidents de ce genre au cours des dernières années.

Le bilan le plus terrible de ces accidents avait été enregistré en octobre 1998 quand plus d'un millier de personnes avaient été tuées dans l'explosion d'une valve d'un oléoduc à Atiworo, près de Warri (sud), après que des habitants l'eurent ouverte pour en extraire du carburant.

Lagos, la capitale économique du Nigeria, est la ville

la plus peuplée d'Afrique avec environ 16 millions d'habitants dans un pays qui en compte 130 millions.

Le Nigeria est le premier producteur de pétrole brut d'Afrique et sixième exportateur mondial avec 2,6 millions de barils par jour en moyenne. Mais le pays souffre d'un manque chronique de capacités de raffinage et, en dépit de la manne pétrolière, une part importante de la population vit dans la pauvreté.

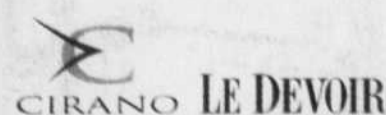
Agence France-Presse

L'avenir des finances publiques du Québec

Mercredi 17 mai
Hôtel Delta Montréal

Une initiative de :
Chaire de recherche en fiscalité et en finances publiques

Avec la collaboration de :



Inscription :
www.USherbrooke.ca/cadm/recherche/chairefiscaltite • 450 463-1835 poste 1353

Les places sont limitées.

Les changements démographiques prévus au cours des prochaines décennies modifieront la situation du Québec. Douze conférenciers aborderont ces impacts sous l'angle des finances publiques, de la fiscalité, de l'endettement et de la citoyenneté.

Claude Castonguay exposera la nécessité du changement pour éviter la détérioration de nos services publics.

Joseph Facal et Pierre Fortin du Manifeste pour un Québec lucide et Bernard Élie et Pierre Paquette, du Manifeste pour un Québec solidaire, présenteront les solutions qu'ils préconisent, en vue d'y détecter certains consensus possibles et pistes à explorer.

UNIVERSITÉ DE SHERBROOKE

PETIT-DÉJEUNER-CAUSERIE

Le Québec dans le monde : nouveaux enjeux et perspectives d'avenir

Monique Gagnon-Tremblay

Ministre des Relations internationales et ministre responsable de la Francophonie

Le Conseil des relations internationales de Montréal (CORIM) vous convie à un déjeuner-causerie en compagnie de la ministre des Relations internationales et ministre responsable de la Francophonie, Madame Monique Gagnon-Tremblay.

Le mercredi 24 mai 2006 de 7h30 à 9h00

Hôtel Marriott Château Champlain
Salle de bal
1050, rue de la Gauchetière Ouest
Montréal (Québec)

Admission :
Membre CORIM : 35,00\$
Non-Membre : 50,00\$
Table (8) Membres CORIM : 260,00\$
Table (8) Non-Membres : 370,00\$

Inscription : www.corim.qc.ca
Information : (514) 340-9622

Avec la collaboration de :

Avec l'appui de :

• LE MONDE •

Le rêve européen



SANTIAGO FERRERO REUTERS

LE VOYAGE de près de 200 Africains s'est terminé hier au large des îles Canaries avec l'interception des trois bateaux de pêche à bord desquels ils avaient pris place.

MARIE SANZ

Washington — Le tortueux procès de Zacarias Moussaoui, à jamais derrière les barreaux, n'en finit pas de livrer ses secrets: un nouveau témoignage indique hier qu'un seul juré a fait pencher la balance contre la peine de mort.

Un jury de 12 personnes a condamné le 3 mai le Français à la réclusion criminelle à perpétuité pour sa complicité dans les attentats du 11 septembre 2001. Un vote à l'unanimité était nécessaire pour le condamner à mort.

Depuis l'annonce du verdict, deux jurés ont livré leurs confidences au Washington Post. Hier, le journal a révélé que le vote d'un seul juré a empêché Zacarias Moussaoui, 37 ans, d'être condamné à la peine capitale.

Les jurés, qui s'exprimaient à bulletin secret, ont voté à onze contre un, puis à dix contre deux et de nouveau à dix contre deux

en faveur de la peine de mort sur les trois accusations de terrorisme pour lesquelles Moussaoui était passible de la peine capitale, a dit au Post la présidente du jury, un professeur de mathématiques.

Selon ce témoignage, les délibérations, qui ont duré 41 heures, ont atteint un seuil critique le 26 avril, au troisième jour de discussions qui n'ont pas permis d'identifier le juré à l'origine de l'impasse.

«C'était intense, mais il n'y a pas eu de hurlements. C'était comme si un nuage noir était suspendu sur la salle de délibérations, et nous avons été plusieurs à nous rendre compte qu'une seule personne opposait un veto à toutes nos convictions et nos conclusions. [...] Nous avons essayé de discuter du pour et du contre, mais je dois dire que la plupart des arguments entendus autour de la table étaient en faveur de la peine de mort», a-t-elle dit.

La juge Leonie Brinkema a ordonné que l'identité des jurés demeure secrète pour des raisons de

sécurité. La présidente du jury, qui était en faveur de la peine de mort, a été à l'initiative de l'entretien avec le Post, qui a été mené sous couvert d'anonymat. «Je me sens frustrée, a-t-elle dit au journal, parce que j'ai l'impression que beaucoup d'entre nous ont été leurés par l'anonymat de celui qui a voté non. Nous ne connaissons jamais ses motivations.»

«Bizarre» mais pas fou

La présidente du jury indique que le témoignage de Moussaoui selon lequel le Français membre d'al-Qaïda a affirmé qu'il devait projeter un avion contre la Maison-Blanche, avec Richard Reid, l'homme à la chaussure piégée, dans son équipe, avait peu de crédibilité.

Les arguments de la défense, pour qui Moussaoui était un malade mental, étaient également peu convaincants, selon elle, bien qu'elle ait jugé plusieurs de ses comportements «bizarres». Néanmoins, «la plupart d'entre nous avons trouvé Moussaoui intelligent, futé, habile et

un grand manipulateur», ajoute le professeur.

La semaine dernière, un autre juré avait confié à la presse que Moussaoui n'avait pas été condamné à mort pour sa complicité dans les attentats du 11-Septembre parce que, malgré ses affirmations, son rôle était «mineur».

«Il ne faisait pas nécessairement partie des opérations du 11-Septembre», avait expliqué ce juré, un des trois à avoir ajouté une circonstance atténuante à la longue liste proposée par les avocats de la défense: Zacarias Moussaoui n'avait qu'une connaissance limitée du projet des pirates de l'air.

Lundi, Zacarias Moussaoui avait lui-même fait repérer de lui. Dans un revirement spectaculaire qu'il avait justifié par sa confiance retrouvée en la justice américaine, le Français avait réclamé l'ouverture d'un nouveau procès, requête immédiatement rejetée.

Agence France-Presse

Le gaz bolivien au centre d'un sommet bicontinental

Vienne — Quelque 60 chefs d'État ou de gouvernement de l'Union européenne, de l'Amérique latine et des Caraïbes (UE-ALC) ont commencé, hier matin à Vienne, leur quatrième sommet régulier, dominé par les différends sur le contrôle des ressources énergétiques en Bolivie.

Le sommet a été marqué par des rebondissements sur la nationalisation des hydrocarbures en Bolivie: le président Evo Morales, qui avait écarté jeudi toute indemnisation des compagnies étrangères, a manifestement fait marche arrière hier devant les protestations de ses pairs, notamment le Brésil et la Grande-Bretagne.

Les pays participants devaient aussi adopter formellement une déclaration commune pour «renforcer l'association stratégique bicontinentale» et la défense des droits de l'homme et de l'environnement tout en combattant ensemble la drogue et la pauvreté.

Les Européens et les représentants de six pays d'Amérique centrale (Costa Rica, Guatemala, Honduras, Nicaragua, Panama et Salvador) sont aussi tombés d'accord sur une modeste avancée commerciale, le début de négociations sur un accord de libre-échange.

Mais après sept ans de pourparlers, il ne sera pas possible de réaliser l'abolition des droits de douane avec le Mercosur, le Marché commun sud-américain

(Brésil, Argentine, Uruguay, Paraguay), selon les organisateurs autrichiens.

Dans la déclaration commune, les Européens reconnaissent «le droit souverain des pays à gérer et réguler leurs ressources naturelles» tout en appelant à «établir des régimes de régulation plus compatibles» avec les règles européennes.

Or la nationalisation des hydrocarbures en Bolivie a empoisonné le sommet, le président Evo Morales, qui avait d'abord écarté toute indemnisation des compagnies étrangères, ayant ensuite fait volte-face. Devant la multiplication des mises en garde, M. Morales s'est résolu à envoyer une lettre à l'Espagne, dans laquelle il garantit «une sécurité juridique vraie et durable» aux compagnies étrangères établies sur son territoire.

La société espagnole Repsol-YPF est une des 26 multinationales visées par un décret du gouvernement bolivien du 1^{er} mai qui leur impose de remettre la propriété des gisements et l'exploitation à la compagnie publique bolivienne YPFB. Jeudi, M. Morales avait affirmé que les compagnies étrangères avaient «le droit de récupérer leurs investissements» mais qu'«il n'y avait aucune raison d'envisager des indemnisations».

Agence France-Presse

Venez découvrir le secret du bien-être "FJORDS"

Boutique
Tout pour le Dos

Un rendez-vous avec le confort
8780, Boul. Saint-Laurent (coin Crémazie)
514-383-1582 1-800-268-1582
www.toutpourledos.com

Signature

studios condos penthouses
la vie animée du centre-ville et le charme du plateau
un projet unique en son genre avec un panorama exceptionnel

VIVRE LA VUE!

1 chambre à partir de

169 000 \$

2 chambres à partir de

247 500 \$

aussi disponibles :
studios, 3 chambres
et penthouses

St-Hubert
Cherrier

Sherbrooke
Ontario

EN CONSTRUCTION!

PROMOTION
Profitez d'un taux
hypothécaire fixe
et garanti par la
Banque Laurentienne,
jusqu'à la signature
et en prime, les frais de
notaire seront offerts!

VENEZ NOUS VOIR!

Ventes sur place
Mardi au vendredi
13 h - 18 h
Samedi et dimanche
12 h - 17 h
ou sur rendez-vous

801 Sherbrooke Est Près du Sherbrooke (coin St-Hubert)

www.801signature.com 514.524.4256

ACTUALITÉS

BOISCLAIR

SUITE DE LA PAGE 1

cible inactive. Il se laisse tirer dessus sans se défendre», juge M. McCutcheon.

«André tient un discours d'inclusion, de respect des différences, du respect des droits et de la Charte sans nommer l'homosexualité ou le fait qu'il est homosexuel», déplore ce militant chevronné du mouvement des droits des gais.

Ce fut le cas lors du discours que M. Boisclair a prononcé en juin 2005 pour annoncer sa candidature à la direction du PQ. «J'étais mal à l'aise», explique le député du Bloc québécois, Réal Ménard. «Il avait été incapable de mentionner qu'il était homosexuel.» M. Ménard a d'ailleurs appuyé Pauline Marois. Le député bloquiste a dévoilé son homosexualité dès 1994 et soutient divers organismes gais depuis lors.

Michel Dorais, un professeur de l'Université Laval qui a écrit des livres sur l'homophobie et sur la prévention du suicide chez les homosexuels, rappelle qu'il y a toujours eu des politiciens qui ont été homosexuels. La nouveauté, c'est qu'ils sont de plus en plus nombreux à révéler publiquement leur orientation sexuelle. «C'est difficile pour ces politiciens parce qu'ils sont les premiers à le faire. Ils ne savent pas quoi faire», fait-il observer. «Dans le cas de M. Boisclair, c'est encore pire parce qu'il est chef d'un parti.»

Dans la communauté gay, on voudrait qu'il en fasse plus. «Il a révélé qu'il était homosexuel mais, par ailleurs, c'est comme s'il ne voulait plus parler de ça», dit M. Dorais.

M. McCutcheon trouve singulier que M. Boisclair refuse l'invitation qui lui est faite tous les ans de participer au Défilé de la diversité (autrefois appelé Défilé de la fierté gaie). Bon nombre d'hommes et de femmes politiques y prennent part, fait-il remarquer.

Réal Ménard dit qu'il «n'est pas d'accord» avec l'absence d'engagement d'André Boisclair, bien qu'il «respecte son choix». Il fait remarquer que la «stratégie gagnante» employée par le mouvement gai pour faire des avancées repose sur la participation de personnalités homosexuelles qui ont accepté de jouer un rôle public pour la cause. «Ma contribution, comme celle de Laurent McCutcheon, c'a été de montrer qu'on peut aimer les hommes en étant un homme, sans avoir une vie dissolue, sans être irresponsable», indique M. Ménard.

«Maintenant, est-ce qu'André Boisclair peut être un modèle positif? Est-ce qu'il peut être une référence pour les jeunes qui découvrent leur homosexualité? Très certainement», répond Réal Ménard.

Pour sa part, la politologue Diane Lamoureux, de l'Université Laval, rappelle qu'André Boisclair n'a jamais été un militant gai. «Il n'a jamais eu une solidarité quelconque avec la communauté homosexuelle», souligne-t-elle. «Il ne s'est jamais défini comme ça politiquement. Il faut aussi l'accepter.»

André Boisclair dément avec énergie qu'il ne se soit pas engagé pour défendre la cause des gais et qu'il n'est pas un militant de ce mouvement. Il a rappelé les discours qu'il avait prononcés aux États généraux des lesbiennes et gais dès 1996 à titre de ministre des Relations avec les citoyens. Il a souligné qu'à titre de ministre des Affaires municipales, il avait accordé une subvention pour la construction du centre communautaire gai à Montréal.

Le mois dernier, il a rencontré les principaux leaders de la communauté gay, y compris M. McCutcheon, pour parler de tous les enjeux qui touchent cette communauté. «Je suis le seul chef de parti qui, dans les dernières années, a participé à une telle rencontre», fait-il remarquer.

Quant à son affirmation en tant qu'homosexuel, M. Boisclair rappelle qu'il a fait «le choix très public de parler de ma différence, ce qui est un choix que, encore, bien des politiciens ont peur de faire. Je pense que c'est déjà une contribution significative».

«Est-ce que je suis avant toute chose un Québécois? Oui. Est-ce que je suis fier de ma différence? Oui», affirme-t-il, évitant, comme c'est son habitude, de prononcer le mot «homosexualité».

Pour Daniel Pinard, qui est le porte-parole de Gai Écoute et de la Fondation Émergence mais qui s'exprime ici en son nom personnel, le fait que les gens aient des réticences à l'endroit d'André Boisclair, «ça tient de l'évidence». Mais pas pour les raisons qu'on croit. André Boisclair, «c'est l'illustration absolue du vide [...], le nec-plus-ultra d'une pseudo-tentative de manipuler par l'image», estime M. Pinard. «Si ce gars-là disait quelque chose, il est fort possible que son orientation sexuelle jouerait beaucoup moins.» Selon cette figure médiatique, M. Boisclair n'a pas à révéler davantage de choses de sa vie privée.

Ni Laurent McCutcheon ni Michel Dorais ne sont de cet avis. «Pour une personnalité politique, sa vie, c'est une vie publique. On ne peut pas dire que mon orientation sexuelle, ça, c'est privé. Chacun ne peut pas dire: "J'ai une femme et je la laisse à la maison, je la cache"», fait valoir M. McCutcheon. André Boisclair devrait même dire qu'il a un conjoint si tel est le cas.

«On ne peut pas cacher ça sous le boisseau et dire que c'est une question personnelle. On est homosexuel 24 heures sur 24. Et chaque fois qu'on prend une décision comme un leader de la société, on va être influencé par ce qu'on est comme personne», avance-t-il.

La stratégie du secret adoptée par le chef du PQ joue contre lui. «C'est contre-productif pour lui», juge le président de Gai Écoute. «Au fond, les gens veulent la plus grande sincérité possible» de la part des politiciens «après des années de crise de confiance». André Boisclair doit utiliser son homosexualité «comme un facteur d'intégrité plutôt que de la cacher», poursuit-il.

Abondant dans ce sens, Michel Dorais croit qu'André Boisclair doit «faire un plus» de sa différence, à l'instar de la gouverneure générale Michaëlle Jean, qui revient souvent sur ses origines haïtiennes. «Il devrait montrer qu'il a une vie comme tout le monde, qu'il n'est pas un extraterrestre», suggère l'universitaire. «Les gens ont peur de ce qu'ils ne connaissent pas et, dans le cas de M. Boisclair, c'est frappant, les gens ont peur de l'inconnu.»

Le Devoir

SUITE DE LA PAGE 1

que, depuis le milieu des années 1970, les visiteurs peuvent voir les ossements du Trotteur exposés sous Plexiglas au musée de la Pulperie, à Chicoutimi, comme s'il s'agissait d'une simple curiosité ou d'une rare trouvaille ethnologique? David Morrisson, directeur du secteur de l'archéologie et de l'histoire au Musée canadien de la civilisation à Ottawa, s'étonne qu'une histoire pareille puisse même exister. «Aucun musée respectable au Canada ne peut à mon sens posséder un squelette obtenu illégalement», affirme-t-il.

Vive la science!

Cette histoire abracadabrante, difficile à comprendre dans une société qui condamne toute forme de profanation, commence en 1966. Étudiant en éducation physique à l'Université d'Ottawa, Jean-Claude Larouche, 22 ans, montre peu d'intérêt pour les travaux de recherche habituels de sa discipline. «Calculer la production de salive chez un coureur à l'effort sur un tapis roulant, ce n'était pas fait pour moi», explique-t-il dans un entretien accordé cette semaine au Devoir.

Ce qui l'intéresse, c'est d'encourager ses concitoyens à faire de l'exercice. Dans cette perspective, il entend promouvoir la course à pied à partir d'un sujet historique dont les incidences, croit-il, pourraient être liées de près à la science. Pour mener à bien son projet, il veut mettre en avant la figure légendaire d'Alexis le Trotteur.

Larouche commence par éplucher tout ce qu'il trouve sur ce «surcheval», comme le surnomma un folkloriste. Il rassemble notamment plus de 120 heures de témoignages de gens qui ont vu de près ou de loin le Trotteur, en plus d'une multitude de documents relatifs à la vie de cet homme de peu. Tout cela donnera lieu à un livre dont Pierre Gill avoue avoir beaucoup profité pour son scénario.

Pour l'étudiant Larouche, le secret des capacités de coureur d'Alexis doit être perceptible sur sa dépouille grâce à une analyse des muscles — à condition qu'il puisse en rester 42 ans après la mise en terre — ou à tout le moins de ses os. D'où l'idée de retrouver et d'exhumer le squelette du Trotteur...

À force de recoupements, Larouche établit que les restes du pauvre homme se trouvent dans une parcelle précise du cimetière de son village natal. Et personne autour de lui, à l'Université d'Ottawa, ne pose la question du rapport réel entre la course à pied moderne et les restes d'un ouvrier, même légendaire, enterré au bord du Saint-Laurent.

Novembre 1966. Il fait froid. L'humidité du fleuve transit et la neige est de la partie. Appuyé par son directeur de recherche, Larouche a obtenu la permission de neveux du Trotteur de récupérer le corps. Evidemment, il lui faut aussi d'autres autorisations de l'État, ce qu'il n'a pas, avoue-t-il aujourd'hui. «On n'a jamais eu l'autorisation de le sortir de terre», explique celui qui est aujourd'hui devenu éditeur, depuis ses bureaux de Chicoutimi. Il va tout de même de l'avant, précise-t-il, porté par l'enthousiasme de sa jeunesse.

Avec l'aide de son frère Viateur, professeur à l'Université de Montréal, il exhume le corps de ses propres mains, sans plus de formalité et sans le moindre respect des règles en cette matière. Un peu à la manière de ces médecins amateurs qui volaient autrefois des cadavres la nuit pour s'exercer ensuite à la dissection.

Une chose pareille serait-elle envisageable de nos jours dans le cadre d'un travail universitaire de premier cycle? «Sûrement pas!», répond sans hésiter Jean-Claude Larouche.

L'art de déterrer un mort

Comment déterrer-t-on un mort en plein jour dans un cimetière catholique de village? Jean-Claude et Viateur Larouche sondent d'abord le sol du cimetière de La Malbaie grâce à une longue baguette de métal. Ils espèrent ainsi découvrir une tombe en tôle recouverte d'une vitre où, à l'origine, on pouvait voir le visage du défunt. Une tige enfoncée par ici, une autre par là... et on finit vite par se convaincre qu'on a trouvé.

Au matin du 12 novembre 1966, armé de pelles, les Larouche déterrent non pas un, mais deux cercueils! Ni l'un ni l'autre n'est le bon, à en juger par les ossements qui en sortent. Qu'à cela ne tienne, on poursuit les efforts! En après-midi, on procède à une troisième excavation, à coups de pelles toujours. Nouvel échec!

SUITE DE LA PAGE 1

l'époque où plusieurs journaux concurrents étaient en grève, dans les années 70, pour retrouver une telle performance, temporaire toutefois, du Devoir.

C'est la huitième année consécutive que les ventes du Devoir le samedi sont à la hausse. En effet, depuis 1998, la diffusion du Devoir la fin de semaine est passée de 36 622 à une moyenne de 45 176 exemplaires, un bond de 23,4 %.

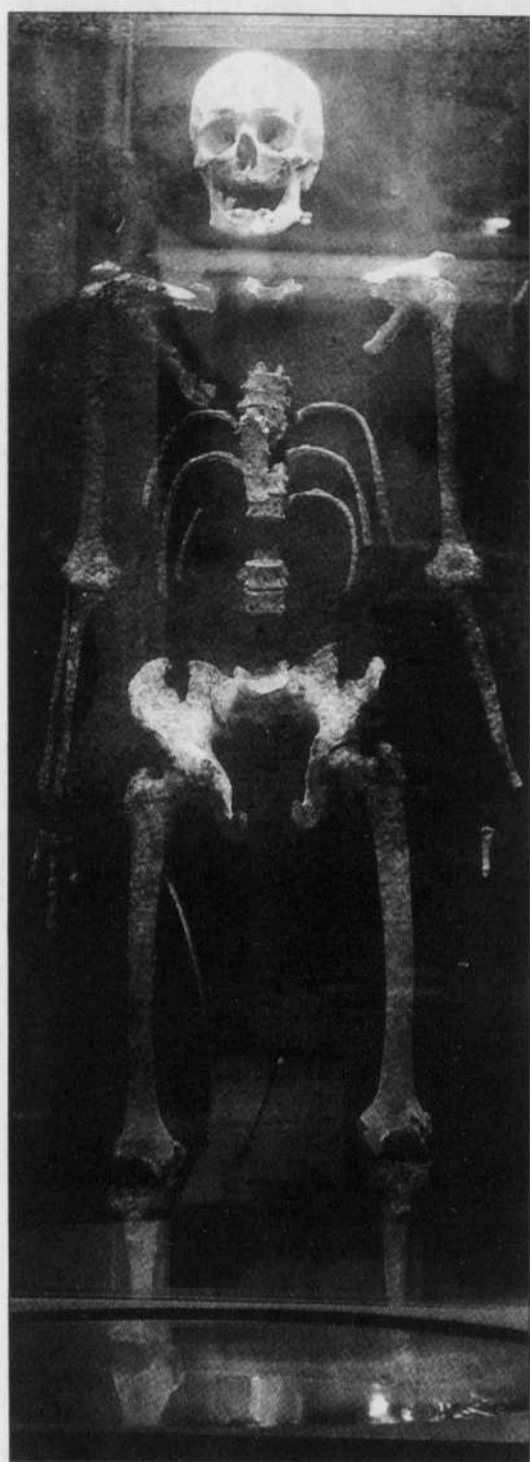
Comme ce fut le cas au cours des six mois précédents, excellents eux aussi, c'est Le Devoir qui a enregistré la meilleure performance parmi les quatre quotidiens montréalais avec une augmentation de sa diffusion totale moyenne de 4,3 % le samedi, comparativement à des baisses de 1,7 % pour La Presse, de 2,5 % pour Le Journal de Montréal et de 1,6 % pour The Gazette.

Autre donnée réjouissante pour l'équipe du Devoir et pour ses lecteurs, la diffusion sur semaine a aussi connu une hausse intéressante de 5,2 % au cours de cette période pour atteindre une moyenne de 28 234 exemplaires du lundi au vendredi.

Une troisième étude effectuée deux fois l'an par NADBank, dont l'échantillonnage est différent, révèle que Le Devoir est lu chaque semaine par 231 000 personnes dans la grande région métropolitaine de Montréal. C'est une hausse de 16 % par rapport à l'an dernier! En guise de comparaison, la même étude nous apprend que La Presse rejoint 847 700 personnes par semaine, en baisse de 8 %, et Le Journal de Montréal, 1 189 700 personnes, en baisse de 4 % par rapport à l'année précédente.

Dans la région de Québec, l'étude PMB nous apprend que Le Devoir rejoint désormais 51 170 lecteurs différents chaque semaine. Cet intérêt croissant des

ALEXIS



Le squelette du Trotteur exposé sous plexiglas au musée de la Pulperie, à Chicoutimi.

«Quatre poignées de tombe, un crucifix et une plaque de cuivre. Pas un os!» Faut-il donc que les deux frères remuent tout le cimetière pour trouver leur Trotteur?

Mais sous cette couche mortuaire décevante, les pieds posés dans un cercueil éventré, Jean-Claude Larouche trouve, à force de continuer à creuser, «plusieurs os, dont ceux d'une femme», et d'autres encore qui appartiennent vraisemblablement, cette fois, au squelette du Trotteur. Un tibia, un péroné, un fémur, deux os iliaques avec le sacrum, quelques vertèbres lombaires, quelques côtes aussi, de même qu'un cubitus, un radius, un humérus, un omoplate, une clavicule, une mâchoire inférieure et un crâne, tout cela est mis séance tenante dans une boîte que l'on porte chez un médecin de La Malbaie pour identification de cette «découverte» tenue par les deux gaillards comme scientifique!

Ce travail peu délicat des deux hommes effraie la populace. La police se saisit de l'affaire mais, visiblement impressionnée, elle concède qu'on doit bien avoir affaire à deux professionnels puisque ce sont des universitaires... Après tout, explique Jean-Claude Larouche en 1971 dans son premier livre sur le Trotteur, le travail a été fait «d'une façon scientifique et surtout très sérieuse». L'éditeur de l'ouvrage prend d'ailleurs la peine, d'entrée de jeu, de préciser que Larouche «n'est

pas un fossyeur» mais bien «un chercheur né».

La première collecte des os ayant été complétée à la quasi-noirceur, ceux-ci «devaient très peu distincts à cause du mélange de gravier, de roches et de terre qui s'y trouvait», écrit encore Jean-Claude Larouche. «Ajoutons à tout ce fatras l'excitation et la fatigue du moment», voilà qui explique que les deux comparses aient malencontreusement oublié dans le champ d'osselets quelques pièces du squelette! Il faut donc y retourner.

Le 25 novembre, sans l'aide de son frère cette fois, le futur éditeur fait appel à un tracteur, qui hélas ne vient pas. L'opérateur doute de la valeur légitime des travaux du petit malin de l'Université d'Ottawa. Pourtant, comme l'assure encore une fois Jean-Claude Larouche, «le travail scientifique que je poursuivais n'avait quand même rien d'un pillage de tombe!»

C'est donc avec rien de moins qu'une pelle mécanique que le travail sera complété. Cette fois, la fouille permet de découvrir des bretelles autant que des bottines dont les talons ont été fabriqués par la Panther Rubber Co. de Sherbrooke. L'élasticité du caoutchouc permettrait-elle d'expliquer la longueur des foulous du Trotteur? L'histoire ne le dit pas.

Refusé d'abord par une dizaine de maisons d'édition, le livre qui narre cette incroyable aventure finit par trouver preneur aux Éditions du Jour, grâce à Victor-Lévy Beaulieu. Selon les souvenirs de ce dernier, «plus de dix mille exemplaires furent vite vendus» avant que la maison, dirigée par Jacques Hébert, ne change de main autant que d'allure. Les droits du livre sont alors rétrocédés à son auteur, qui prépare une nouvelle édition, augmentée de considérations sur la course à pied. En 1977, le livre devient le premier titre publié par les Éditions JCL, aujourd'hui fortes d'un catalogue de près de 350 titres, et sera réédité par la suite.

Le Trotteur et Larouche au cinéma?

Cette aventure d'universitaire en herbe ne devrait-elle pas faire elle-même l'objet d'un film? La proposition fait éclater de rire le fondateur des Éditions JCL. «En attendant, enchaîne tout de suite Jean-Claude Larouche, je m'étonne de n'avoir jamais été contacté par Pierre Gill. S'il est vrai qu'il entend faire un film sur le Trotteur, il se simplifierait beaucoup la vie en me parlant. C'est moi qui suis le propriétaire de la recherche!»

Pour la recherche, peut-être. Mais qui est propriétaire des restes du Trotteur? Selon l'actuelle directrice des collections et des acquisitions du musée de la Pulperie à Chicoutimi, Nathalie Boudreault, le squelette a été remis au musée en 1975 par Jean-Claude Larouche. Mais la base de données du musée ne l'identifie pas formellement comme donateur.

Un squelette appartient-il à celui qui le déterre? «Non, justement, explique la conservatrice. C'est pour cela que je n'ai aucun nom d'inscrit à titre de donateur. Il faudrait que je fouille dans les vieux dossiers pour vérifier de quelle manière le squelette nous a été donné.»

Quel intérêt y a-t-il à exposer le squelette d'un être humain? «C'est une décision prise par le conservateur de l'époque», répond la directrice actuelle. «Moi, je n'étais pas là.» En 1999, le musée de Chicoutimi a inauguré une exposition thématique, «Alexis le Trotteur, athlète ou centenaire?», dont le squelette est la pièce maîtresse.

Selon le directeur du secteur de l'archéologie et de l'histoire au Musée canadien de la civilisation à Ottawa, David Morrisson: «En 1966, il fallait déjà des permis pour exhumer un corps. C'est à mon sens un acte criminel. Le musée qui a accepté un don pareil est probablement fou.»

Mise au fait hier de ce dossier, la porte-parole du bureau du coroner, Marie-Eve Bilodeau, a affirmé «qu'il faut vraiment des motifs sérieux et la permission d'un juge pour exhumer et conserver ensuite un cadavre comme ça. La loi ne date pas d'hier.» A-t-on jamais eu vent chez le coroner de cas similaires? «Je n'ai jamais eu connaissance d'un cas semblable. C'est assez farfelu!»

Les rapports aux morts comme à l'histoire changent avec le temps. En 1990, l'Université de Montréal a ainsi remis à la famille d'Edouard Beauré le corps de ce géant qu'elle conservait dans un laboratoire depuis des décennies à titre de curiosité. D'ici à ce qu'une fiction sur la vie d'Alexis le Trotteur apparaisse sur nos écrans, qui sait ce qui pourra advenir de ses vieux os?

Le Devoir

LECTEURS

		ABC - diffusion totale du 1 ^{er} octobre au 31 mars	NADBank - R.M. Montréal Variation du lectorat 2005 - 2004
Le Devoir	semaine samedi	5,2 % 4,3 %	16 %
La Presse	semaine samedi	1,1 % -1,7 %	- 8 %
Le Journal de Montréal	semaine samedi	-1,4 % -2,5 %	- 4 %
The Gazette	semaine samedi	-0,4 % -1,6 %	- 5 %

citoyens de la région de Québec pour Le Devoir nous a conduits à intensifier notre couverture journalistique des événements les plus significatifs de la région et à publier une troisième édition spécifique à la capitale à l'occasion de certains événements, notamment les dernières élections municipales.

Tous ces résultats prouvent bien l'importance du Devoir sur le marché des quotidiens au Québec, tant sur le plan de la crédibilité journalistique qu'en ce qui a trait au volume de lecteurs assidus qu'il rejoint chaque semaine.

Au cours des dernières années, l'équipe du Devoir a consenti beaucoup d'efforts pour offrir à ses lecteurs un journal d'information générale et d'analyse à la fois concis et complet, mieux ciblé, destiné à satisfaire la

curiosité insatiable de citoyens qui, pour plusieurs, sont déjà bien informés.

Quotidien national de référence, Le Devoir se distingue par une sélection serrée des thèmes abordés, par la priorité accordée aux sujets essentiels et par la qualité du traitement journalistique. À l'évidence, cette orientation répond aux attentes des lecteurs et des annonceurs qui nous accordent leur soutien en nombre croissant et avec plus de fidélité que jamais. Il va sans dire qu'en conséquence, la santé financière du journal se porte mieux, ce que les derniers résultats qui seront divulgués d'ici quelques jours par la direction démontreront.

Le Devoir

LE DEVOIR

www.ledevoir.com

Les bureaux du Devoir sont situés au 2050, rue De Bleury, 9^e étage, Montréal (Québec), H3A 3M9 ☎ Place-des-Arts Ils sont ouverts du lundi au vendredi de 8h30 à 17h. Renseignements et administration : 514-985-3333

Comment nous joindre ?

La rédaction

Au téléphone 514-985-3333
Par télécopieur 514-985-3360
Par courrier redaction@ledevoir.com

La publicité

Au téléphone 514-985-3399
Par télécopieur 514-985-3390
Extérieur de Montréal (sans frais) 1 800 363-0305

Les avis publics et appels d'offres

Au téléphone 514-985-3344
Par télécopieur 514-985-3340
Par courrier avisdev@ledevoir.com

Les petites annonces et la publicité par regroupement

Au téléphone 514-985-3322
Par télécopieur 514-985-3340

Les abonnements

Au téléphone 514-985-3355
du lundi au vendredi de 7h30 à 16h30
Par télécopieur 514-985-5967
Par courrier abonnements@ledevoir.com
Extérieur de Montréal (sans frais) 1-800-463-7559

L'agenda culturel

Au téléphone 514-985-3346
Par télécopieur 514-985-3390